

# BULLETIN

DE LA

Société française d'Histoire de la Médecine





Tome 2.

N° 1.

1903.

---

BULLETIN  
DE LA  
SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
D'HISTOIRE  
DE  
LA MÉDECINE

Publié par M. le Dr Albert PRIEUR

*Secrétaire général*



PARIS  
ALPHONSE PICARD & FILS, ÉDITEURS  
82, RUE BONAPARTE, 82



# Procès-verbaux des Séances

(Séance du 14 janvier 1903.)

Présidence de M. RAPHAEL BLANCHARD.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président offre à la Société, au nom de l'auteur : *Histoire de la Médecine en Guatemala*, par FRANCISCO ASTURIAS, in-8°, 560 p., Guatemala, 1902.

M. le Secrétaire général offre à la Société :

1° Au nom de l'auteur : *Le cahier des procès-verbaux du Jury médical du Nord de l'an XIII à 1819*, par Edmond LECLAIR, in-8°, 35 p., Lille, 1902.

[Le premier cahier des procès-verbaux du Jury médical du Nord est conservé aux archives départementales à Lille. Ce manuscrit fournit les noms, parfois l'âge, les lieux de naissance et d'exercice de toutes les sages-femmes, des officiers de santé et des pharmaciens, qui se sont présentés devant ce jury de l'an XIII à 1819. On trouve aussi les noms de ceux qui ont été ajournés aux examens mais M. Leclair n'a pas voulu les publier.]

2<sup>o</sup> Au nom de l'auteur : *Un médecin arménien au XII<sup>e</sup> siècle : Mekhitar de Her et son « Traité des fièvres »*, par M. le Dr Torkomian, de Constantinople (in *Rev. Scient.*, 1899).

[Mekhitar était originaire du district de Her, de l'Arménie persane ; il y était né dans le second quart du XII<sup>e</sup> siècle, et devint bientôt célèbre. Il fit ses études d'abord chez les Perses, puis chez les Grecs, mais surtout chez les Arabes. Il était non seulement fort en médecine, mais il était aussi très versé dans les sciences philosophiques et astronomiques, d'où ses titres d'*astronome* et de *philosophe* que lui donnent ses contemporains, surtout Nersès le Grand, l'archevêque arménien qui fut l'un des plus illustres poètes et écrivains du XII<sup>e</sup> siècle. Les ouvrages de Mekhitar sont perdus sauf un seul. Vers le commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, en 1220 ou 1225, par les soins du cardinal de Fleury, on acheta à Constantinople, pour la Bibliothèque royale de Paris, beaucoup de manuscrits arméniens, parmi lesquels se trouvait la copie complète, faite au XVII<sup>e</sup> siècle, du texte du travail de Mekhitar, qui est actuellement le 107<sup>e</sup> volume de l'ancien fonds de la collection des manuscrits arméniens de la Bibl. Nat. de Paris. Cet ouvrage qui a pour titre : « *Consolation des fièvres* », quoique imbu des idées d'Hippocrate et de Galien, contient cependant des idées toutes personnelles.]

3<sup>o</sup> Au nom des auteurs : *Turgot et l'École vétérinaire de Limoges (22 février 1766-5 novembre 1768)*, par L. MOULÉ et A. RAILLET, in-16, 60 p., Paris, 1902.

[Des documents analysés, dont la plupart ont été recueillis aux Arch. Nat. (Cote F<sup>9</sup>, 1256), il semble ressortir que l'École vétérinaire de Limoges a été fondée par Turgot sans véritable consécration royale ou même ministérielle, qu'elle a eu pour démonstrateur le chirurgien Le Blois, secondé quelque temps par Barjollin, élève de Lyon ; enfin qu'elle a été ouverte le 22 février 1766 et fermée officiellement le 5 novembre 1768.

4<sup>o</sup> Au nom des auteurs : *Etude historique sur les épidémies de la peste en Haute-Auvergne (XIV<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> siècles)*, par Marcellin BONDET et Roger GRAND, in-8<sup>e</sup>, 135 p. Paris, 1902.

Sont élus membres de la Société

M. le Pr GUIGUES, de Beyrouth (présenté par MM. Leclair et Dorveaux) ; — M. E.-H. TOURLET, de Chinon (présenté par MM. Dorveaux et Boutineau) ; — LA REVUE MÉDICALE DE NORMANDIE (présentée par MM. Blanchard et Prieur) ; — M. le Pr Gustave KLEIN, de Munich (présenté par MM. von Cefelet et Blanchard) ; — M. Philippe VADAM, de Paris (présenté par MM. Hallopeau et du Castel).

\* \* \*

M. *Lacronique* termine la lecture de son ETUDE HISTORIQUE SUR LES MÉDAILLES ET JETONS DE L'ACADÉMIE ROYALE DE CHIRURGIE (1731-1793). (V. p. 23.)

M. le Secrétaire général lit, au nom de M. B. Pailhas, qui n'a pu assister à la séance, une étude sur l'INFIRMERIE DIOCÉSAINE D'ALBI, FONDÉE EN 1763 PAR Mgr DE CHOISEUL (V. p. 80).

M. E. Boutineau apporte des matériaux intéressant les MOEURS MÉDICALES EN TOURAINE. C'est d'abord un travail sur ce qu'était au XVII<sup>e</sup> siècle un chirurgien royal juré, avec deux pièces à l'appui (V. p. 96). Puis c'est le texte d'un testament d'apothicaire du XV<sup>e</sup> siècle (V. p. 233).

M. Ch. Em. Ruelle communique une note sur le TRAITÉ INÉDIT D'ÆTIUS publié récemment (V. p. 112).

M. Chaput apporte d'intéressants détails sur le VIEIL HÔPITAL DE TONNERRE que la municipalité de cette ville veut transformer en marché couvert (V. p. 124).

L'étude de M. Chaput a donné lieu à la remarque suivante de M. Henry Meige :

M. Henry Meige. La très intéressante communication de M. le docteur Chaput abonde en renseignements précieux sur l'organisation des anciens hospices. J'en veux retenir, en outre, un détail important relatif aux barbiers-chirurgiens.

Il y est dit en effet que, pour être admis à exercer leur art, les *barbiers-chirurgiens* devaient eux-mêmes fabriquer leurs *laneettes*. Ce détail est de nature à montrer pourquoi les premiers chirurgiens se sont recrutés parmi les barbiers, et pourquoi ceux-ci ont conservé pendant des siècles le monopole de la chirurgie : c'est qu'ils étaient, parmi les artisans, ceux qui devaient savoir fabriquer, ou tout au moins aiguïser, le mieux, les instruments tranchants, qu'il s'agisse de rasoirs, de ciseaux ou de bistouris. Eux seuls étaient réputés avoir en leur possession des lames bien affilées, et surtout savoir s'en servir avec adresse pour tailler les poils ou la peau. Ils faisaient tous leurs efforts pour conserver cette réputation et ce privilège qui doublait les sources de leurs profits.

Ainsi s'explique, vraisemblablement, que les premières opérations de petite chirurgie aient été pratiquées dès l'antiquité dans les officines des barbiers.

M. *Henry Meige* montre un dessin à la sanguine représentant une scène médicale hospitalière, et appartenant à l'école italienne du XVI<sup>e</sup> siècle. (V. p. 142.)

---

## Séance du 11 février 1903

Présidence de M. RAPHAËL BLANCHARD.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le Président rappelle que, pour arriver à terminer l'ordre du jour et pour laisser aux discussions toute l'ampleur nécessaire, il est nécessaire que les auteurs ne mettent pas plus d'un quart d'heure pour l'exposé de leurs communications.

La correspondance comprend des lettres de MM. Gilbert Ballet, Deneffe et Tourlet.

La Société procède à l'élection de M. Edouard Guyot, de Paris (présenté par MM. Mac-Auliffe et Prieur).

\*  
\* \*

M. *Camille Vieillard* lit une étude sur UN UROMANTE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE : MICHEL SCHUPPACH.

Il naquit à Langneau, dans le canton de Berne, en 1707. Il avait appris la médecine et la chirurgie chez un paysan qui avait une grande renommée dans la région. A son exemple il s'établit à la campagne et commença à traiter les paysans. Il attira bientôt une foule de malades de la Suisse et de l'étranger, grâce à la facilité avec laquelle il prétendait reconnaître, par l'inspection de l'urine, le genre de la maladie. Quelquefois 80 ou 100 fioles d'urine lui arrivaient en un seul jour.

Il mourut en 1781, en laissant une fortune d'environ 250.000 francs.

M. *Camille Vieillard* a bien mis en lumière cette curieuse physionomie et n'a point négligé le point de vue iconographique.

\*  
\* \*

M. *Henry Meige* présente de NOUVEAUX DOCUMENTS FIGURÉS SUR LES PÉDICURES.

Ces documents viennent compléter une série déjà longue recueillie antérieurement par l'auteur, publiée dans la « Nouvelle Iconographie de la Salpêtrière » (nos 1 et 2, 1897).

Le premier est un tableau de David Téniers le Jeune, qui fait partie d'une ancienne galerie privée d'Angleterre, appartenant à M. Sideboham, d'Erlesdene (Cheshire). Il rappelle, par l'agencement de la salle, le décor et les accessoires, les peintures de Téniers consacrées au même sujet, et conservées dans les musées de Cassel, Madrid, Budapest. Un barbier-chirurgien fait un pansement sur le pied d'un paysan ; derrière, une vieille femme regarde l'opération ; à droite, un jeune garçon fait chauffer un emplâtre près d'une

table chargée de fioles et de pots d'onguents. C'est le quatrième tableau consacré à ce sujet par Téniers, sans parler des gravures qui représentent la même scène, avec quelques variantes, et qui laissent supposer l'existence d'autres tableaux analogues de Téniers, aujourd'hui perdus ou ignorés.

Un deuxième document est la photographie d'un tableau du musée de l'Ermitage, à Saint-Petersbourg, attribué autrefois à Adrien Van Ostade, mais qui est l'œuvre de Pieter Jansz Quast. C'est encore une scène de chirurgie rustique, où l'opérateur montre aux assistants un cor qu'il vient d'extraire à un pauvre diable, non sans douleur... Par la porte de l'officine, on voit entrer la Mort : allégorie satirique familière à Pieter Quast, qui, dans une gravure bien connue, a encore représenté une opération sur le pied (probablement une saignée) et placé près du patient une tête de mort.

M. *Henry Meige* montre encore un tableau de sa collection, représentant un barbier-pédicure. C'est une peinture sur toile remontant à l'époque de Téniers et de Brouwer, probablement inspirée par les *pédicures* de ce dernier. On y retrouve tous les détails familiers aux peintres des Pays-Bas.

On est surpris du grand nombre de peintures consacrées par les plus grands artistes flamands et hollandais aux scènes médicales et chirurgicales. Ces documents sont aujourd'hui très précieux pour la reconstitution des mœurs et des pratiques des anciens barbiers-chirurgiens populaires, sur lesquels les documents écrits sont peu nombreux et peu explicites. A ce titre, les figurations de ce genre offrent un réel intérêt pour l'Histoire de la Médecine.

\* \* \*

M. *Raphaël Blanchard* présente un placard imprimé en 1770 et portant une ORDONNANCE RÉGLEMENTANT LA VENTE DES EAUX MINÉRALES.

Cette ordonnance (V. p. 237) mentionne non seulement un grand nombre d'eaux minérales, mais encore le prix de vente de chacune d'elles, prix qui est infiniment plus élevé que le prix actuel.

A propos de cette présentation, une discussion s'engage sur les prérogatives du premier médecin du roi, discussion à laquelle prennent part MM. Durcau, Laeronique, de Ribier, Mareel Fay, etc.

M. R. Blanchard présente en outre un passage et une planche d'un livre de Klencke montrant que celui-ci avait parfaitement connu l'hématozoaire du paludisme.

Il lit de plus une lettre de M. le professeur Brissaud à propos de la même découverte faite par Maxime Cornu. (V. p. 155.)

\*  
\* \*

M. Maurice Fay lit un travail sur LA VÉRITABLE ORIGINE DU DAVIER. (V. p. 164)

Il montre que le davier a pour inventeur son aïeul, M. Cyrus Fay, de nationalité américaine, et que cette invention a été enregistrée officiellement par la Société des arts, manufactures et commerce de Londres dans la session 1825-26.

\*  
\* \*

M. Paul Delaunay lit une étude sur la vie et les œuvres du médecin philosophe GUILLAUME BIGOT, qui naquit à Laval en juin 1502 et eut une existence des plus agitées. On ne sait ni où, ni quand il mourut; probablement aux alentours de 1550. (V. p. 181.)

---

(Séance du 11 mars 1903.)

Présidence de M. Raphaël BLANCHARD.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Secrétaire général donne lecture de la correspondance qui comprend une lettre de M. le Professeur Guigues, de Beyrouth, et un télégramme de M. le professeur Klein, de Munich.

M. le président offre à la Société :

Au nom de l'auteur : L'HISTOIRE DE L'ANCIENNE FACULTÉ DE MÉDECINE DE POITIERS (1431-1793), par le Dr Jablonski.

M. le Secrétaire général offre à la Société :

1<sup>o</sup> Au nom de l'auteur : NOTES BIOGRAPHIQUES SUR QUELQUES MÉDECINS ET CHIRURGIENS DE LA HAUTE AUVERGNE SOUS L'ANCIEN RÉGIME, par le Dr de Ribier (Bibliothèque de la France Médicale), in-8<sup>o</sup>, 20 p. Paris, 1903 ;

2<sup>o</sup> Au nom de l'auteur : HISTOIRE DE L'ÉTIOLOGIE DES COLIQUES SATURNIQUES à forme endémique et épidémique, par le Dr J. Martin, in-8, 60 p. Paris, 1903 ;

3<sup>o</sup> Au nom de l'auteur : L'HOSPICE DE BIGÈTRE, par Paul Delaunoy, in-8<sup>o</sup>, 11 p. Clermont, 1903 ;

4<sup>o</sup> Au nom de l'auteur : ÉTUDE HISTORIQUE SUR LES MÉDAILLES ET JETONS DE L'ACADÉMIE ROYALE DE CHIRURGIE (1731-1793), par le Dr Lacronique, in-4<sup>o</sup>, 57 p. Chalon-sur-Saône, 1902 ;

5<sup>o</sup> Au nom de l'auteur : le LIVRE DE L'ART DU TRAITEMENT DE NAJIN AD-DYN MANHOUD, par le Pr Guigues, de Beyrouth, in-8<sup>o</sup>, Beyrouth, 1903 ;

6<sup>o</sup> Au nom de M. le Dr Lutaud : LA MÉDECINE ANECDOTIQUE, HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE, 2 vol. in-8<sup>o</sup> Paris. 1901 et 1902.

La Société procède à l'élection de M. le Dr A. CHASSEVANT, de Paris, présenté par MM. Blanchard et Ménétrier, et de M. André CLARET, de Paris, présenté par MM. de Ribier et Mac-Auliffe.

\* \*

M. le Président déclare ouverte l'Assemblée générale annuelle de 1903. Conformément à l'art. 12 des Statuts, il est procédé au tirage au sort des deux vice-présidents et du secrétaire sortant. MM. Dureau et Motet, vice-présidents, et M. Victor Nicaise, secrétaire, sont désignés par le sort.

M. Dureau demande qu'on applique d'ores et déjà l'article des statuts, qui a pour avantage de permettre d'appeler à la vice-présidence un certain nombre de membres de la Société. M. le Président fait observer qu'il est de toute justice que les membres de ce premier bureau, ayant été à la peine, puissent au moins profiter de la réussite de leur

effort. Il déclare qu'à partir de l'année prochaine il sera tenu compte du vœu si juste de M. Dureau, mais il demande à la Société de vouloir bien, cette année, réélire les deux vice-présidents et le secrétaire sortant.

MM. *Motel, Dureau* et *Victor Nicaise* sont réélus à l'unanimité.

M. le *Trésorier* donne lecture de son rapport sur l'état financier de la Société, rapport que complète celui de MM. *Guiard* et *Paul Delaunay*, chargés de vérifier les comptes.

Des félicitations sont votées à M. le Trésorier.

M. le *Secrétaire général* résume, dans l'exposé suivant, les travaux de la Société au cours de l'année 1902.

« MESSIEURS,

« Vraiment, c'est avec une certaine émotion que je prononce ces mots : *les travaux de l'année*. Et cela non pas seulement parce qu'ils sont l'étiquette de notre bagage scientifique au cours de l'an qui vient de s'écouler, mais encore et surtout parce qu'ils sont la première constatation officielle de la première étape de notre Société, parce qu'ils fêtent le premier anniversaire du jour qui nous a groupés tous, parce qu'ils proclament, en s'appuyant sur des réalités, le succès de notre première entente, les résultats de nos premiers efforts.

« Aux signes heureux qui marquent le début de sa destinée, il est permis d'affirmer qu'un fécond et peut-être glorieux avenir attend la Société d'Histoire de la médecine : elle aura d'autres anniversaires plus solennels, parce que plus lointains : noces d'argent, noces d'or, noces de perles fines, mais je ne crois pas que celui qui, à la place que j'occupe, prendra alors la parole, éprouve cette émotion qui est la mienne aujourd'hui.

« Je tenais à donner à l'exposé qui suit ce très court préambule : j'ai laissé mon cœur prendre les devants pour vous dire d'abord — et simplement — toute ma reconnaissance.

« En cette seule année, vos travaux, Messieurs, ont abordé les régions les plus disparates de l'Histoire médicale. Rien n'est plus heureux, mais rien moins surprenant, car les mêmes

goûts ont rassemblé ici les personnalités les plus diverses. Il en résulte que notre premier groupement, qui n'est dû à aucune stratégie, mais bien à la manifestation spontanée d'un même désir latent, représente déjà, à peu près au complet, les différentes catégories d'historiens et les différents modes de travail.

« Le souci du document et sa critique rigoureuse ont permis à M. Hamy de nous apporter le récit vivant de la première manifestation officielle du Service de santé de la Marine. Grâce à l'activité de Ségnelay, la grande Ordonnance de Colbert donna en effet tôt ses fruits, puisque, quatre mois après sa publication, en août 1689, la flotte de Tourville avait ses flûtes hospitalières, en même temps que tout était préparé dans certaines villes du littoral de la mer du Nord et de la Manche pour que les blessés puissent y être dirigés, tant à l'hôpital que chez l'habitant.

« MM. de Cardé et Roubinovitch ont étudié un manuscrit du XVII<sup>e</sup> siècle relatant un songe du conseiller Paris, frère aîné du fameux diacre. Ce manuscrit authentique et le récit de ce songe, qui l'est peut-être moins, sont importants pour nous en ce qu'ils apportent une curieuse contribution à la psychologie du jansénisme et à la psychologie morbide de cette période du XVIII<sup>e</sup> siècle si féconde en agitations.

« M. Alezais a trouvé dans les Archives départementales des Bouches-du-Rhône un appoint curieux à ses études d'histoire médicale régionale. Il s'agit d'un arrêt de la Chambre des vacations d'Aix, rendu, en 1720, pour obliger certains médecins de la ville, alors affligée de la peste, à renoncer aux tarifs d'honoraires relativement élevés qu'ils avaient obtenus des Consuls. Cette intervention d'un Parlement en pareille matière méritait bien d'être signalée.

« M. Edouard Guyot, à propos d'un manuscrit datant de 1709, fut amené à faire revivre devant nos yeux cette organisation si particulière des Quinze-Vingts avec sa division des pouvoirs et des responsabilités et ses assemblées, en même temps qu'il nous éclaire sur la mode assez commune au XVIII<sup>e</sup> siècle de faire construire une habitation dans l'enclos même de l'hospice, au grand profit d'ailleurs de la fortune immobilière de ce dernier.

« M. Boutineau a puisé dans les Archives notariales les éléments d'un nouveau tableau de l'ancienne vie médicale de Tours qui lui est si familière. Il marche là en un terrain dont il connaît tous les détours, et rien n'est plus intéressant que son récit de l'interminable procès qui survint vers le milieu du xv<sup>e</sup> siècle entre chirurgiens et apothicaires de la ville, lesquels empiétaient constamment sur leurs territoires respectifs.

« Le document écrit n'est pas seul utilisable : nous avons été assez heureux, à propos d'un travail personnel concernant une inscription en miroir sur un calvaire breton, pour provoquer les intéressants faits et commentaires de M. Marcel Baudouin sur les inscriptions en miroir des poteries gallo-romaines de l'ouest de la France. La discussion qui naquit à propos de ces cas fut la source pour nous de plus d'un enseignement.

« L'histoire régionale, déjà abordée par M. Boutineau a été traitée à fond par M. Paul Delaunay dans ses biographies des anciens médecins du Maine, galerie dont nous possédons déjà deux portraits, Daniel Tauvry et Guillaume Plançon, où notre collègue a voulu que le fini du détail rivalisât avec l'originalité de la facture. D'ailleurs, se trouvant trop à l'étroit dans les limites dont se contente en général maint biographe, il a profité de l'occasion que lui offrait le tempérament belliqueux et original de Tauvry pour nous faire assister à une des batailles scientifiques les plus célèbres du xv<sup>e</sup> siècle.

« D'ailleurs, le xvii<sup>e</sup> siècle n'est pas le seul à avoir profité de votre activité, Messieurs. Vous avez tous à la mémoire le travail si fouillé de M. Camille Vieillard sur Gilles de Corbeil. Non seulement notre collègue a, par ce travail, définitivement mis en lumière cette curieuse figure du maître salernitain à propos duquel tant d'erreurs ont été commises, erreurs désormais impossibles ; non seulement, par des citations nombreuses, il nous a mis en contact avec son œuvre et sa critique, mais encore il nous a donné de la vie médicale aux xii<sup>e</sup> et xiii<sup>e</sup> siècles un tableau tout saisissant de réalité.

« Vous n'avez pas oublié davantage les très importantes vues d'ensemble sur l'histoire de l'anatomie et de la chirurgie apportés par M. Victor Nicaise. Nous avons assisté, grâce à ses Chirurgiens et Barbiers aux <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècles, aux premiers efforts de l'organisation de la pratique chirurgicale en France et de son enseignement, de même que, avec son étude sur la Période prévégalienne, nous l'avons entendu réhabiliter tous ceux qui avant Vésale, en France et à l'étranger, ont mérité mieux que l'indifférence et l'oubli.

« D'ailleurs, vous savez que le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle n'a pas été une limite à vos investigations. Peut-on dire qu'une limite est même possible quand on se rappelle le travail d'érudition si parfaite et de critique scientifique si impeccable de M. Cordier sur l'enseignement médical dans l'Inde ancienne aux temps brahmaniques ? Cette époque et ces mœurs, si peu familières à la plupart d'entre nous, car leurs monuments écrits demandent pour être compris une orientation d'instruction particulière, nous ont été retracées par M. Cordier avec une netteté vraiment extraordinaire, et nul de nous n'oubliera jamais ces tableaux de vie patriarcale où maîtres et élèves commençaient à déchiffrer cette science médicale qui n'était alors qu'un assemblage poétique et curieux des plus naïves superstitions.

« Mais, Messieurs, sur ce sujet nous avons été gâtés. L'Inde en effet nous a été de nouveau ouverte par la main si sûre de notre collègue M. Liétard, qui nous a fait les honneurs d'un pays où il se meut avec l'aisance que lui permet sa particulière érudition. Il nous a apporté les impressions du pèlerin I-tsing, ce Chinois curieux de la vie hindoue, et en a profité pour nous faire comprendre que si le <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle a vu l'apogée du bouddhisme, il correspond aussi à l'apogée de la médecine de l'Inde.

« D'ailleurs notre excursion dans l'Orient ancien ne s'est pas bornée là. Vous avez suivi M. Schapiro dans son voyage à travers les textes du Talmud, voyage qu'il a entrepris pour nous montrer combien étaient avancées les idées médicales des anciens Hébreux, notamment en ce qui regarde l'obstétrique. Est-ce parce que ce qui concerne la vie génitale de la

femme est intimement lié à certains principes fondamentaux de la religion juive? Nous devons reconnaître en tout cas que les anciens Hébreux se sont montrés sur ce chapitre des observateurs particulièrement sagaces.

« Nos explorations à travers les documents, les époques et les pays, se sont naturellement complétées d'excursions à travers les idées.

« Dans l'une d'elles nous avons eu pour guide M. Mac-Auliffe qui, à propos d'une brochure de Bouvard contre Tronchin, nous fait assister à toutes les vicissitudes que traversa l'étude de la colique saturnine. Car, s'il a su peindre avec vivacité la querelle des deux médecins, qui mêlaient d'ailleurs aux questions de doctrine des arguments de nature personnelle, M. Mac-Auliffe a surtout tenu à montrer par quelles suite d'erreurs d'interprétation véritablement prodigieuses l'ancienne Colique du Poitou n'est arrivée que si tardivement à revêtir sa véritable signification.

« M. Bergounioux nous a, d'autre part, invité à rendre justice à un de ses anciens collègues de l'armée dont les vues ont aujourd'hui reçu la consécration des faits. Le médecin principal Audouard, au milieu d'une vie particulièrement agitée, puisqu'il fit toutes les campagnes du premier Empire, trouva le temps d'observer et de prévoir : il nous a laissé en effet dans ses « Recherches sur les fièvres intermittentes » des pages où il est péremptoirement prouvé qu'il comprit le rôle des insectes dans la propagation de la malaria.

« Notre programme, Messieurs, que les circonstances se sont seules chargées de tracer, ne serait pas complet si la bibliographie n'y était représentée. Elle l'est — et de main de maître — par M. Dureau, qui, en vous donnant un tableau d'ensemble de *ce que doit être* une bibliographie médicale parfaite, s'est fait l'interprète de vos désirs et de vos regrets en exposant ce qui manque à la bibliographie actuelle pour atteindre cet idéal.

« Vous avez admiré avec quelle générosité M. Ruelle a mis son érudition à notre service, notamment en venant nous apprendre quelle était la valeur d'un nouveau manus-

crit de Galien mis en lumière par notre collègue M. Schöne, de Berlin.

« Vous avez été reconnaissant à M. Meunier de nous avoir donné une analyse fidèle et joliment commentée du fameux livre sur la *Politique du médecin*, de Frédéric Hoffmann. A notre époque, où l'enseignement de la déontologie tend à se préciser, il vous a été profitable de bien connaître un traité qui marque la même préoccupation chez nos prédécesseurs d'il y a deux siècles.

« Si j'arrêtais là l'énumération de vos travaux, je me rendrais coupable de la plus noire des ingratitude, car j'omettrais ce remarquable effort collectif, cet élan généreux qui se produisirent au moment du Centenaire de la mort de Bichat.

« Si chaque séance n'était pas pour nous une occasion nouvelle de rendre hommage au zèle affectueux et inlassable de notre Président, vraiment ce serait le moment de l'en remercier en faisant ressortir quelle part il prit à cette touchante solennité. Il donna l'exemple de l'érudition en apportant les documents que vous savez, il nous fit partager son émotion dans les deux remarquables discours qu'il prononça : l'exemple porta ses fruits et l'émotion fut contagieuse. Non seulement la vie de Bichat se révéla sous un jour plus éclatant de par la lumière qu'y projetèrent vos travaux, mais encore son image et son œuvre furent évoquées par les hommes les mieux placés pour le comprendre : MM. Tillaux, Poirier et Gley. Jamais couronne ne fut tressée par de plus habiles mains.

« Je termine ici l'exposé de vos travaux, Messieurs. J'ai presque vidé la corbeille que vous avez remplie des fruits que porta l'année qui vient de finir.

« Je dois pourtant vous signaler cette tristesse : aux fleurs qui l'enguirlandent nous avons dû piquer deux bouquets d'immortelles en l'honneur de nos collègues MM. Le Paulmier et Guignard, que la mort impatiente nous a déjà ravies et à la mémoire desquels nous adressons notre dolent souvenir. »

M. le Président déclare close l'Assemblée générale de 1903, et la Société reprend son ordre du jour.



M. Dureau se propose de lire, à la prochaine séance de la Société, les recherches qu'il a faites sur les ENSEIGNES MÉDICALES. En dehors de quelques anciens ouvrages sur Paris, Sauval par exemple, les documents sont peu nombreux. Cependant on peut citer l'intéressant ouvrage de Laquérière de Rouen, celui de Fournier, les articles de Piton de Strasbourg, etc., les ouvrages de notre collègue Witkowski sur les accouchements. Plusieurs membres de la Société ont bien voulu communiquer à M. Dureau des indications précieuses sur les enseignes dont ils ont eu connaissance, il espère que d'autres se joindront aux premiers. Par enseignes médicales, il entend : celles des médecins, des chirurgiens, des barbiers, des perruquiers-barbiers, des apothicaires, des sages-femmes, des baigneurs-étuvistes, toutes ces corporations, à l'exception de la première, se trouvant sous la juridiction du premier chirurgien du roi. Il a retrouvé les Arrêts et Édits concernant les enseignes et il eût bien utile de conserver, par la photographie, l'image des enseignes qui, par suite de démolition, tendrait à disparaître.

À propos de la disparition rapide des souvenirs d'autrefois, M. le Président rappelle avec quelle hâte il dut mener ses recherches sur les cadrans solaires du Briançonnais, pour arriver avant leur progressive et impitoyable destruction.



M. Courtade lit une étude intitulée : CRITIQUES DE MONTESQUIEU SUR LES THÉORIES CONCERNANT L'USAGE DES CAPSULES SURRÉNALES. (V. p. 227).

M. Gley fait remarquer que les observations de Montesquieu ont été très sommairement signalées par M. Langlois, dans sa thèse de doctorat.

M. le Président. — « On me permettra de rappeler que, voilà déjà plus de vingt ans, je me suis préoccupé d'établir à qui était due la découverte de la capsule surrénale (1).

---

(1) R. Blanchard, Note sur la découverte de la capsule surrénale.

« On s'accordait à attribuer à Eustache le mérite de cette découverte, quand, en 1837, Delle Chiaje, s'appuyant sur certains passages du *Lévitique* empruntés au texte de la *Vulgate*, pensa que Moïse connaissait déjà cet organe ; son opinion tenait à ce qu'on trouve dans la *Vulgate* les deux mots *ren* (rein) et *renuneulus* (capsule surrénale ?).

« Mais saint Jérôme, le traducteur de la *Vulgate*, n'était pas un lettré : l'hébreu lui était à peu près inconnu et la traduction qui lui est attribuée a bien plutôt été faite sous sa direction par des Juifs. La version de la *Vulgate* ne doit donc être acceptée qu'avec réserve et, pour trancher la question, il est nécessaire de se reporter au texte hébreu. Cela est d'autant plus indispensable que Reuss, dans sa traduction de la Bible, n'emploie que le mot *rognon* pour désigner les organes que la *Vulgate* appelle tantôt *ren* et tantôt *renunculus*. Aux passages correspondants, les livres mosaïques ne renferment que deux mots qui signifient tous deux *reinkelâyôt* et *kakkelâyôt*.

« Les Grecs ne connaissaient pas la capsule surrénale, mais il est probable que Pline l'avait entrevue. L'honneur de la découverte revient donc à Eustache (1543). »

M. de Ribier proteste contre le passage du travail de M. Courtade où il est dit que Montesquieu aurait dérogé en faisant de la médecine. Les médecins, en effet, appartenant à la noblesse, conservaient toutes leurs prérogatives nobiliaires.

\* \*

M. de Ribier apporte quelques notes concernant l'état-civil du RÉVOLUTIONNAIRE COFFINIAL. (V. p. 238.)

\* \*

M. le secrétaire général lit la lettre suivante, que lui a adressée M. Mareel Fay :

Monsieur le Secrétaire général,

Je vous envoie ci-contre quelques fragments des docu-

---

*Comptes-rendus de la Soc. de biol.*, IV, p. 325, 1882. *Progrès médical*, X, p. 409, *Bulletin de la Soc. zool. de France*, VII, p. 244.

ments sur la foi desquels j'ai soutenu dans la dernière séance de la Société française d'Histoire de la médecine que la charge de premier médecin du roi n'était pas habituellement à vendre en France, quoique, sous Mazarin, qui cherchait à faire argent de tout, elle fût achetée à diverses reprises.

Ces affirmations ressortent des écrits de Guy Patin.

Guy Patin, 5 juillet 1652 (tome III, p. 6) : « C'est une place  
« (1<sup>er</sup> médecin du Roi) pour laquelle Mazarin cherche 3000  
« pistoles. On l'a offerte à Guénaut qui l'a refusée à ce prix-  
« là; et l'on croit que Vallot les donnera. *Ainsi tout est à*  
« *vendre, jusqu'à la santé du roi.* »

Guy Patin, lettre du 31 mai 1667 (t. III, p. 556): « Ces  
*honteux marchandages cessèrent dès la mort de Mazarin.* »

Guy Patin, 9 avril 1655 (t. II, p. 164): « On commence ici  
« à vendre et à faire trafic des charges de la maison de la  
« reine future : notre maître Bédard, dit des Fougereais, a offert  
« 10.000 écus de la charge de son premier médecin. Il  
« s'est vanté à quelqu'un qu'il a parole de l'être et qu'il est  
« assuré de la bonne volonté de Son Éminence. »

Un autre fait, qui vient à l'appui de cette thèse, c'est le versement d'honoraires fixes aux médecins du roi. — Pour ne choisir que deux exemples pris à des époques fort diverses de l'histoire:

Gilbert Hamelin, médecin de Philippe VI, recevait 20 sous tournois par jour;

Les médecins de Louis XIV étaient payés vers la fin du règne de ce prince:

Premier médecin, 40.000 livres;

Médecin ordinaire, 5.500 l.;

Les 4 médecins par quartier, 2.473 l. 15 sous chacun, etc., etc.

Soit 79 médecins recevant en tout 87.192 l. par an.

Le paiement d'honoraires fixes peut aussi être déduit du serment que prononçait le premier médecin en prenant sa charge.

« III. Je jure de ne recevoir *pension* ni gratification d'autre prince que de Sa Majesté. »

Qu'il me soit permis enfin, au sujet de la question des

eaux minérales que M. Blanchard mit en lumière à la dernière séance, de rappeler que le 1<sup>er</sup> médecin du roi était d'office Conseiller d'État, surintendant du Jardin des Plantes et des eaux minérales de France.

Veuillez agréer, etc.

MARCEL FAY.

La discussion de cette lettre est remise à la prochaine séance.

La séance est levée.

**Étude historique**  
sur les  
**Médailles et Jetons**  
**De l'Académie royale de Chirurgie**  
**1731-1793**  
PAR  
**M. le D<sup>r</sup> R. Lacronique.**

---

Il n'est rien des menus faits de l'histoire  
qui n'ait son intérêt.

**I**

**Fondation de l'Académie de Chirurgie**

L'Académie royale de Chirurgie a été créée le 18 décembre 1731, sous le nom de Société royale de chirurgie, grâce aux efforts de Marsehal et de La Peyronie. Georges Marsechal, alors âgé de 72 ans, était premier chirurgien du roi et, de ce fait, chef de la chirurgie du royaume. Depuis 1717, il s'était fait adjoindre François de la Peyronie, pour lequel il avait obtenu la survivance de sa place, en le désignant lui-même à la confiance de Louis XV. Dès lors, se sentant secondé par un homme dont il appréciait les admirables qualités et qui, ayant vingt ans de moins que lui

possédait toute l'activité nécessaire pour entreprendre et réussir, il résolut de mener à bien le projet qu'il avait conçu de faire sortir la profession chirurgicale de la condition misérable où elle était maintenue depuis longtemps par la jalouse et arrogante Faculté de Médecine. Il n'eut pas de peine à faire entrer dans ses vues l'adjoint qu'il s'était choisi : La Peyronie se donna tout entier à cette œuvre de réhabilitation, et c'est lui qui en assura l'exécution avec toute la prudence, mais aussi avec toute l'énergie nécessaire. Il se savait en possession de la faveur royale ; il en usa ; ce puissant moyen d'action était la condition indispensable du succès.

Quand on voit, en effet, de nos jours, l'unité de l'enseignement et de l'exercice de la médecine, on ne peut se douter de la largeur du fossé qui séparait autrefois les médecins et les chirurgiens, et de l'âpreté de la lutte que ces derniers durent soutenir pour tâcher de conquérir la situation sociale à laquelle ils avaient droit. Cette lutte, d'ailleurs, ne se termina qu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle par la force brutale des événements politiques. C'est la Révolution qui, en supprimant toutes nos institutions pour les recréer sur de nouvelles bases, rendit la médecine à son unité primitive et fusionna ensemble les deux professions divisées. Aussi, quand le décret du 14 frimaire an III (4 décembre 1794) eut créé les trois écoles de santé de Paris, Montpellier et Strasbourg, on frappa une médaille où l'on figura les deux bustes accolés de Jean Fernel et d'Ambroise Paré, en symbole de la réconciliation définitive. La situation nouvelle était définie par ces mots, en exergue : *la Médecine rendue à son unité primitive*.

Mais à l'époque que nous envisageons, la situation était tout autre : la lutte battait son plein. Pour bien voir et bien comprendre en quelle posture réciproque se trouvaient les adversaires, il convient de se donner du champ par un léger retour en arrière.

En 1655, dans un but d'intérêt et dans l'espoir d'augmenter le nombre, à défaut de la qualité, des combattants à opposer à la Faculté de Médecine, le collège des chirurgiens de Saint-Côme s'était uni à la communauté des bar-

biers. Cette alliance dégradante fut malheureusement confirmée et officiellement maintenue par un arrêt du Parlement du 7 février 1660, qui signifiait aux chirurgiens défense de professer, « de faire aucune lecture et actes publics », et leur permettait seulement de faire des exercices particuliers et des démonstrations anatomiques. Le mot « Collegium » inscrit sur la porte de l'école devait même être effacé.

Cependant, en 1671, Louis XIV, en réformant l'enseignement du Jardin royal des Plantes, spécifia que l'enseignement des opérations serait confié à un chirurgien, et c'est le célèbre Dionis qui occupa cette chaire avec talent et succès. C'était un premier progrès.

En 1691, la corporation, reconnaissant la nécessité de rebâtir son école, acheta aux Cordeliers un terrain, sur lequel on éleva un amphithéâtre anatomique. Ce bâtiment, dont la première pierre fut posée le 2 août 1691, existe encore ; mais il est dépourvu de sa lanterne fleurdelisée, et il est occupé par l'Ecole nationale des Arts décoratifs (rue de l'Ecole-de-Médecine). Sa construction a été commémorée par un jeton ; l'avvers présente la tête de Louis XIV, à droite, avec la légende : LUDOVICUS MAGNUS REX ; en bas, les lettres T B réunies en monogramme, signature du graveur : T. Bernard. Au revers, on lit : AMPHITHEATRUM ANATOMICUM, en légende autour d'une vue du monument, et CHIRURG. PARISI — IMPENS. CONSTR. — 1691, en exergue et en trois lignes (1). En 1697, on refrappa ce jeton, en y apportant quelques modifications. La légende de l'avvers porte : LUD. MAG. CHIR. PARIS. PROTEC. — Le revers est le même, mais on lit en exergue : A. CHIRU. PARIS. CONSTRUCTUM, MDCLXXXI. Une variante, frappée deux ans après, porte sous la tête du roi la date de 1699. Ajoutons que, plus tard, en 1721, ce jeton fut encore refrappé : 1<sup>o</sup> avec le buste de Louis XV jeune, à droite, et la légende LUD. XV. D. G. FR. ET NAV. REX ; 2<sup>o</sup> avec la tête du roi et la légende LUD. XV. REX. CHRISTIANISSIMUS, sur le droit ; et au revers, en exergue : CHIRURG.

(1) Voir *Journal de la Monnaie des Médailles*, 1697-1726, publié par F. Mazerolle, dans la *Gazette numismatique française*, 1897, p. 349.

PARISI — IMPENS. CONSTR. 1691 — MDCCXXI, en trois lignes.

Par lettres patentes de septembre 1699, enregistrées le 3 février 1701, les chirurgiens eurent la permission de se livrer dans leur amphithéâtre à un enseignement plus large que précédemment, et comprenant l'anatomie et toutes les opérations. Enfin, par lettres patentes données à Fontainebleau en septembre 1724 et enregistrées le 26 mars 1725, Louis XV créa cinq places de démonstrateurs chargés d'enseigner publiquement la théorie et la pratique de la chirurgie. Ces cinq professeurs devaient être nommés par le roi, sur la présentation de son premier chirurgien, et recevoir chacun 500 livres de gages payables par le receveur des domaines de la Généralité de Paris. Une de ces places fut donnée à Jean-Louis Petit, qui s'était déjà acquis une grande réputation par ses travaux, son enseignement et sa pratique et était membre de l'Académie des Sciences depuis 1715.

Les chirurgiens de Saint-Côme n'ignoraient pas que toutes ces améliorations, véritables victoires remportées malgré l'opposition de la Faculté de Médecine, étaient dues à l'intervention de Mareschal. Aussi lui avaient-ils déjà témoigné leur reconnaissance en faisant frapper des jettons en son honneur, à l'occasion de la charge de maître d'hôtel (1706) et des lettres de noblesse (1707) qui lui avaient été accordées par le roi. Le *Journal de la Monnaie des Médailles* (1) mentionne ce fait dans les termes suivants :

« *Chirurgiens de Paris.* — Il a été frappé des jettons  
« pour les chirurgiens, qui ont d'un côté l'Amphithéâtre de  
« Saint-Côme. On lit autour : AMPHITHEATRUM, ANATOMICUM,  
« et dans l'exergue : CHIRURG. PARISI. IMPENS. CONSTR. 1691.  
« Le revers est armorié, aiant pour légende : GEORGIUS.  
« MARESCHAL. CONS<sup>US</sup>. ET. CHIR. REG. PRIMA<sup>US</sup>, et au-dessous  
« de l'écusson : 1706. »

Mareschal et La Peyronie, secondés par J.-L. Petit, allaient bientôt couronner leur œuvre en obtenant l'autorisation de réunir en corps tous les chirurgiens de Paris et de les mettre en correspondance avec tous les praticiens de

---

(1) *Gazette numismatique française*, 1898, p. 264.

France, dans le but de recueillir et de publier tous les travaux susceptibles de faire progresser la science.

D'ailleurs, la mode était aux Académies; sans parler de l'Académie française créée en 1635, on en comptait déjà plusieurs : l'Académie des sciences fondée en 1666 et définitivement organisée en 1699, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, qui avait reçu ses lettres patentes en 1701, l'Académie de peinture et sculpture, et celle d'architecture; la Médecine rêvait d'en avoir une aussi, la Chirurgie également. Cette dernière devait réussir avant sa rivale. Elle devança même les événements en faisant frapper, en 1723, un jeton que le *Journal de la Monnaie des Médailles* décrit ainsi :

« *Académie de chirurgie de Paris.* — Il a été frappé  
« des jettons aiant d'un côté la tête de Louis XV et au  
« revers une main ouverte aiant un œil au milieu et étant  
« entre deux serpents avec la couronne de France au-dessus.  
« On lit autour : CONSILIOQUE MANUQUE, et dans l'exergue :  
« ACAD. CHIR. PARIS, 1723. » Nous connaissons trois variétés  
de ce jeton; les différences portent sur l'effigie royale.  
L'une d'elles présente sur le bas de la manche les ini-  
tiales J.-C. R., signature du graveur J.-C. Roëttiers. Les  
deux autres sont signées : Duvivier.

Or, il n'existait, en 1723, à notre connaissance, aucune Société chirurgicale pouvant se parer officiellement du titre d'Académie. Les recherches que nous avons faites à ce sujet sont demeurées stériles. Le seul document officiel intéressant les chirurgiens, paru en 1723, est un édit du roi portant rétablissement des lieutenants et greffiers du premier chirurgien du roi. Vers cette époque, il s'était bien créé à l'amphithéâtre de Saint-Côme une sorte de société nommée : *Chambre d'émulation*; cette société était composée d'élèves déjà instruits qui, pour suppléer aux cours faits parfois avec inexactitude, avaient établi entre eux des conférences réglées; ils s'étaient en quelque sorte substitués à leurs maîtres, et, pour rappeler ceux-ci à leurs devoirs, ils avaient, un jour, dans la fougue de leur irrespectueuse jeunesse, fait afficher à la porte de l'Ecole ces mots en gros caractères : *Amphithéâtre à louer*. Mais cette réunion de jeunes gens n'avait pas qualité pour s'ériger spontanément en Académie et pour

faire frapper des jetons à l'effigie royale. Les prévôts de Saint-Côme, d'autre part, ne pouvaient pas non plus s'arroger ce droit ; ils auraient vu se dresser devant eux de nombreux obstacles, et la Faculté de Médecine aurait été la première à protester, puisqu'elle protesta quand Chirac tenta de fonder une Académie de Médecine. Nous ne savons donc pas à quelle occasion ont été frappés ces jetons ; en tout cas, ils ont dû être répandus à de nombreux exemplaires, et de nos jours on les trouve très facilement. Ce petit point d'histoire numismatique reste obscur pour nous ; c'est pourquoi nous le signalons aux recherches des érudits.

Chirac, premier médecin du Régent et plus tard premier médecin de Louis XV, avait eu l'idée de grouper tous les médecins de France en société académique. Il avait même étudié un projet de règlement, qu'il avait fait approuver par le Ministère. Tout était prêt pour l'exécution ; les lettres patentes étaient rédigées et scellées. Mais la Faculté veillait ; considérant cet établissement comme contraire à ses droits et prérogatives, elle fit entendre des protestations énergiques et déclara qu'elle excluait de son corps tous ses membres qui feraient partie de la nouvelle Académie. On s'émut en haut lieu ; les lettres patentes ne furent pas délivrées, et Chirac mourut en 1732, à 82 ans, sans avoir pu réaliser son projet depuis longtemps caressé.

Mais Chirac, bien que médecin, ne dédaignait pas la chirurgie qu'il pratiquait même volontiers et avec succès ; il avait fait part de ses idées à La Peyronie, son élève, devenu son ami. Celui-ci reprit à son compte le projet élaboré par son ancien protecteur pour les médecins, et il réussit à le faire adopter pour les chirurgiens. La Société royale de chirurgie fut fondée en 1731, et c'est seulement en 1778 que de Lassone obtint du roi les lettres patentes établissant la Société royale de médecine.

Le triomphe était éclatant : les chirurgiens étaient dès lors en grande partie affranchis de la condition inférieure de vassalité où les maintenait depuis si longtemps la Faculté de Médecine. Ils surent, par la suite, se montrer à la hauteur de leur tâche. A partir de cette date jusqu'aux approches de la Révolution, ils réussirent, par leur modération,

leur persévérance et leur travail, à éclipser les médecins, immobilisés dans leurs vieilles traditions et leurs doctrines surannées. Si parfois quelques-uns d'entre eux, en montrant un certain esprit d'indiscipline, faillirent compromettre la situation conquise, ils trouvèrent dans La Peyronie d'abord, puis dans La Martinière, secondé par Antoine Louis, des hommes qui, par l'habile direction imprimée à leurs travaux et par la surveillance rigoureuse exercée sur leurs actes, leur firent comprendre leur véritable intérêt et les maintinrent dans la bonne voie. L'Académie royale de Chirurgie rayonna d'un éclat qui fit très légitimement l'admiration de l'Europe savante tout entière, et sa fondation marque le commencement d'une ère de progrès qui assura pour longtemps à la France la suprématie chirurgicale.

## II

### Médailles de prix et Médailles commémoratives.

Quand le projet de règlement, en vue de l'établissement et du fonctionnement de la nouvelle Académie eut été définitivement arrêté par Mareschal et La Peyronie, il fut présenté au roi. Celui-ci, par une lettre de M. de Maurepas, secrétaire d'Etat de la Maison royale, en date du 19 novembre 1731, fit répondre qu'il jugeait à propos de suspendre provisoirement l'attribution du titre d'Académie, mais qu'il approuvait la création d'une Société académique des chirurgiens de Paris tenant ses assemblées suivant la forme prescrite dans le projet présenté et sous la présidence du premier chirurgien. « On en a usé, disait cette lettre, de la même manière « pour les autres Académies. »

Le 18 décembre suivant, eut lieu une réunion particulière chez Mareschal : 68 chirurgiens y assistaient. On y lut le projet de règlement, la lettre dont il vient d'être question et la liste des 70 académiciens présentés à l'acceptation du roi. Dans ce nombre, il y avait six places d'officiers : Jean-Louis Petit, directeur, Malaval, vice-directeur, Sauveur-François Morand, secrétaire, Le Dran, chargé des correspondances, Garengeot, chargé des extraits, et Bourgeois fils, trésorier.

Le règlement spécifiait que la Société avait pour devoir de perfectionner la pratique de la chirurgie, surtout par l'expérience et par l'observation. Il fut imprimé, distribué et favorablement accueilli. Fontenelle, qui était alors secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, offrit ses registres pour servir de modèle à ceux de la Société naissante. Plusieurs articles du règlement visaient la création d'un prix annuel, dans le but d'exciter l'émulation parmi les chirurgiens du royaume et même ceux de toute l'Europe. Le prix consistait en une médaille d'or de la valeur de 200 livres, qui devait être décernée annuellement à l'auteur du meilleur mémoire sur une question proposée. La Peyronie s'engagea à faire tous les frais de la médaille, et le sujet en fut demandé à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Ce fut de Boze, secrétaire perpétuel de cette compagnie et garde du Cabinet des Médailles, qui en conçut le projet ; il le fit approuver par l'Académie des Inscriptions et le remit à Morand, en l'accompagnant de la lettre suivante :

« Je suis venu, Monsieur, pour avoir l'honneur de vous  
« voir et de vous remettre le sujet de médaille, que vous  
« trouverez sous cette enveloppe; il ne me reste qu'à joindre  
« mille assurances du plaisir que je trouve à en pouvoir  
« faire à votre illustre Société. Je suis parfaitement, Mon-  
« sieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

« Signé : DE BOZE.

« Ce 7 avril 1732. »

« A cette lettre étoit joint un papier, sur lequel on avoit  
« tracé deux cercles pour figurer les deux côtés de la mé-  
« daille; dans l'un étoient inscrits ces mots: *Le portrait du*  
« *Roi*, et demi-circulairement ceux-ci : LUDOVICUS XV, REX  
« CHRISTIANISSIMUS. Le cercle qui représentoit le revers de  
« la médaille portoit pour inscription : APOLLO SALUTARIS; et  
« dans l'exergue : *Societas Academica Chirurg. Paris.*  
« M.DCC.XXXI. Le sujet étoit décrit dans le cercle par ces  
« mots : Le Roi sous la figure d'un jeune Apollon, qui,  
« ayant près de lui, d'un côté, les principaux instruments de  
« la chirurgie pratique, et, de l'autre, les symboles de la  
« théorie du même art, comme livres, squelettes, fourneaux,  
« urnes à baume, etc., semble dieter à Minerve Hygiæa des

« remarques sur les usages de l'une et de l'autre espèce.

« Au-dessous de ce plan étoit l'explication suivante :

« Les Anciens regardoient Apollon comme le Dieu de la  
« médecine, aussi bien que celui de la poésie ; et c'est en  
« cette première qualité qu'il est nommé *Apollo Salutaris*  
« dans plusieurs monumens, et sur quantité de médailles  
« d'empereurs romains, depuis Auguste jusqu'à Posthume,  
« qui régna particulièrement dans les Gaules.

« Vu et approuvé par l'Académie royale des Inscriptions  
« et Belles-Lettres, dans l'assemblée tenue au Louvre, le  
« premier jour d'avril 1732.

« Signé : DE BOZE.

« A remettre à M. de Boullogne, premier peintre du Roi  
« et de l'Académie, pour en faire le dessein, comme nous en  
« sommes convenus.

« Signé : DE BOZE (1). »

Cette médaille est décrite en termes beaucoup plus sobres  
par le Catalogue de la Monnaie, n<sup>o</sup> 69 du règne de  
Louis XV :

« LUDOVICUS XV. REX CHRISTIANISS. (Louis XV, roi très  
« chrétien). — Au bas : DUVIVIER F. (Œuvre de Duvivier).  
« Buste de Louis XV en habit de cour, le grand cordon en  
« sautoir, tête nue, cheveux très longs, retombant sur les  
« épaules. R. — APOLLO SALUTARIS (Apollon conservateur de  
« la santé). — EXERGUE : SOCIETAS ACADEMICA CHIRURG.  
« PARISIENS. M.DCC.XXXI. (Société académique de chirurgie  
« de Paris, 1731). — Au-dessus de la plinthe, au milieu, le  
« chiffre J. C. R. de J.-C. Roëttiers, graveur. — Apollon  
« debout montre du doigt à la nymphe Hygie des instru-  
« ments de chirurgie déposés sur un tertre à sa droite. A  
« gauche sont des livres, un fourneau, des cornues et un  
« squelette couché. — Module : 41 millimètres. »

Le module de 41 millimètres correspond à celui de 18 lignes  
en mesure ancienne. Il est à remarquer que cette médaille  
n'est mentionnée ni dans le Catalogue illustré des médailles  
frappées sous Louis XV de 1715 à 1736, publié par Godon-

---

(1) *Mémoires de l'Académie royale de Chirurgie*, t. IV, 1763,  
pp. 44 et 45.

nesebe, ni dans le Trésor de numismatique et de glyptique. Elle a été frappée aussi avec le buste du roi décrit sous le n° 63 du Catalogue de la Monnaie : tête et col nus, cheveux courts et bouclés, couronné de laurier, légère draperie sur les épaules, et la signature : I. DUVIVIER. F.

La Peyronie fit graver les coins à ses frais : il fit également jusqu'à sa mort les frais de la frappe. C'est la reproduction de cette médaille qui sert de fleuron à la page de titre des deux premiers volumes du recueil des Prix de l'Académie ; ce fleuron a été gravé par Simonin, d'après le dessin de Boullogne.

Les assemblées se tenaient dans la grande salle de l'amphithéâtre de Saint-Côme tous les mardis de 3 h. à 5 h., et les prévôts avaient reçu défense de permettre d'autres exercices aux heures de ces réunions. Le 24 décembre 1731, La Peyronie, en l'absence de Mareschal, présida la séance et invita les académiciens à méditer sur la question de chirurgie qu'on devait poser en 1732 pour le prix à décerner en 1733. Ce n'est que dans la séance du 22 janvier 1732 qu'on se décida pour la question suivante : « Pourquoi certaines tumeurs doivent être extirpées et d'autres simplement ouvertes ? Dans l'une et l'autre de ces opérations, quels sont les cas où le cautère est préférable à l'instrument tranchant et quelles sont les raisons de préférence ? » Dans la séance du comité du 26 mai 1733, sur les 113 mémoires présentés on décida d'adjuger le prix à celui qui portait le n° 85 et la devise : *Amicâ manu*. Le nom du lauréat fut proclamé dans la séance publique du 8 juin. O ironie du sort ! Le premier lauréat couronné par les chirurgiens était un médecin ! C'était M. Médalon, docteur en médecine, qui fut, depuis, médecin consultant des armées du roi et mourut en 1750, étant médecin de l'hôpital de la Charité à Versailles.

Ce choix souleva des tempêtes parmi les maîtres en chirurgie, et l'un d'eux, Botentuit-Langlois, se fit l'interprète de la corporation dans une lettre de protestation énergique adressée à La Peyronie. Celui-ci se donna la peine d'y répondre longuement : le prix était accordé, disait-il, non à un homme, mais à un ouvrage ; on n'avait à examiner que l'ouvrage, et on proclamait le prix avant de connaître l'au-

teur. Cette réponse, pleine de bon sens, calma les esprits et fit taire les protestations.

Le prix de 1734 fut décerné à Le Cat, qui avait déjà obtenu un accessit l'année précédente. Le même Le Cat obtint encore le prix de 1735 et celui de 1738. On fut obligé de le prier de ne plus entrer en lice pour ne pas décourager les autres concurrents. Il ne tint pas compte de l'avertissement et obtint encore un prix en 1739. Au moment de le lui décerner, l'Académie s'excusa en souhaitant, « pour le bien public, avoir souvent occasion de se justifier sur une pareille indulgence ». Le Cat, qui était chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu de Rouen et qui devint membre de l'Académie, continua à concourir pour les prix proposés par différentes Sociétés savantes de France et de l'Etranger. L'une d'elles lui décerna un diplôme où il était qualifié en latin de « remporteur de prix ». Il a laissé une réputation de grande habileté chirurgicale. Mais il avait soit de renommée et son caractère difficile se révéla en maintes polémiques.

En 1745, le prix fut décerné à Antoine Louis, qui avait déjà obtenu un accessit en 1744. On sait que, plus tard, Louis devint secrétaire perpétuel de la compagnie, qu'il en fut jusqu'à la fin l'âme agissante, la véritable incarnation, et que son nom illustre n'est pas encore oublié.

Un des lauréats de 1749 mérite aussi d'être cité ; c'est Flurant (Claude) ou Fleurant, qui devint chirurgien en chef de la Charité de Lyon, et membre de l'Académie, et dont Louis nous a laissé un bel éloge. A ce moment, le nom de Flurant était déjà célèbre, en ce sens qu'il avait été immortalisé par Molière dans *le Malade imaginaire*. Notre lauréat descendait, en effet, d'un Flurant, ancien apothicaire major des armées de Louis XIV, qui, « étant jeune élève « chez un apothicaire de Paris, dans le voisinage de Molière, « eut occasion de lui rendre des services utiles à sa santé ; « il fut bientôt admis à lui parler en face (1), et il devint son « ami par une tournure d'esprit naturellement portée à la

---

(1) Dans l'éloge de Flurant par Louis, cette phrase, placée entre parenthèses, a été rejetée en note. L'allusion qu'elle contient lui a paru, sans doute, indigne de figurer dans un discours académique.

« bonne plaisanterie ». Molière le récompensa de ses services et lui prouva son amitié de la façon que l'on sait. Quant au descendant de cet apothicaire, il pratiqua les accouchements avec beaucoup de succès à Lyon; il mourut à 58 ans en 1779, et l'on raconte que les regrets de ses clientes furent très vifs, surtout ceux des jeunes femmes qui comptaient sur ses soins. « Dans le premier mouvement de leur consternation, elles se disaient entre elles qu'elles ne voulaient plus faire d'enfants. » Louis ajoute avec malice : « On peut s'en rapporter au temps qui, calme les sentiments les plus légitimement douloureux : elles ne seront pas fidèles à une si triste résolution. »

Mais cette énumération de lauréats, quoique très incomplète, nous a fait devancer le cours des années et force nous est maintenant de revenir un peu en arrière pour relater les progrès réalisés pendant ce temps par le corps des chirurgiens.

Mareschal était mort en 1736, cinq ans après l'établissement de la Société, et La Peyronie lui avait succédé dans sa charge de premier chirurgien du roi et dans ses fonctions de président de l'Académie. En 1739, un nouveau règlement avait retiré aux académiciens la faculté de se recruter eux-mêmes; mais les résultats de cette nouvelle manière de faire avaient été si déplorablement qu'il avait fallu revenir à l'ancien état de choses et rendre perpétuelles les places qui étaient devenues muables. D'autre part, le 23 avril 1743, une Déclaration royale avait restitué aux chirurgiens tous les droits, honneurs et privilèges qu'ils possédaient avant leur union avec le corps des barbiers; de plus, cette Déclaration décidait que, pour relever le niveau des études, le diplôme de maître ès arts serait désormais exigé de tous ceux qui aspireraient à devenir maîtres en chirurgie à Paris. Elle reconnaissait enfin la chirurgie comme un art savant, « une vraie science qui méritoit par sa nature, autant que par son utilité, les distinctions les plus honorables ». Les médecins avaient beau protester et recommencer leur violentes attaques, les chirurgiens étaient enfin assurés de trouver honneur et considération dans l'exercice de leur profession; il ne leur manquait plus que de l'argent. La Pey-

ronie se chargea de leur fournir. Il mourut le 25 avril 1747, âgé de 70 ans et ne laissant pas d'héritiers directs. De sa fortune considérable, une partie revenait à ses parents et amis, mais en usufruit seulement ; le reste était légué à la chirurgie. Son testament, daté du 18 avril (huit jours avant sa mort), contenait, en ce qui concerne l'Académie et le collège de Saint-Côme, les dispositions suivantes : Après avoir spécifié que sa terre de Marigny, avec les dépendances située dans l'élection de Château-Thierry, était léguée à la communauté des maîtres en chirurgie de Paris, il ajoutait : « Je veux et entends que les revenus de cette terre, les « entretiens et réparations préalablement faits, soient em- « ployés : 1° à un prix qui sera distribué chaque année et « qui sera d'une médaille d'or de 500 livres, sur la face de « laquelle le buste de Louis XV sera toujours représenté, « en quelque temps que la distribution s'en fasse ; laquelle « médaille sera délivrée à l'auteur du mémoire qui aura été « jugé le meilleur, et cela, suivant l'usage déjà pratiqué dans « les distributions du prix que je donne, depuis l'établisse- « ment de l'Académie de chirurgie, etc. » Ces mêmes revenus devaient aussi pourvoir aux frais des jetons dont il sera parlé plus loin et à la création d'un cours d'accouchements. Il laissait, de plus, les fonds nécessaires pour payer les appointements du secrétaire de l'Académie fixés à 3.000 livres, les appointements de cinq adjoints aux cinq professeurs créés par le roi, et les dépenses jugées nécessaires pour les progrès de la chirurgie ; l'Ecole de Montpellier, sa ville natale, était également richement dotée.

Ce testament fut attaqué par les héritiers naturels ; mais son exécution fut ordonnée par sentence du Châtelet du 29 août 1747, puis confirmée par un arrêt du Parlement du 8 juillet 1748, et un du Conseil royal.

C'est Germain Pichault de la Martinière qui succéda à La Peyronie. Sa nomination de premier chirurgien est datée de Bruxelles, 16 juin 1747. Il était attaché aux armées du roi depuis 1733, et au moment de sa nomination, il était chirurgien major des gardes-françaises. Cet homme dont le nom est un peu oublié de nos jours, malgré les services immenses qu'il a rendus, était d'un caractère énergique et droit.

Il sut conserver la faveur royale, bien que la fermeté de son langage allât quelquefois jusqu'à la brusquerie ; il présida l'Académie pendant 36 ans et lui imprima une impulsion féconde en heureux résultats. Il sut, de plus, gérer habilement les biens que laissait La Peyronie.

Le 26 août 1748, au nom de la communauté de Saint-Côme, il prit possession de la terre de Marigny et en confia l'administration à deux de ses membres. Mais ceux-ci s'acquittèrent fort mal de leur tâche. Sous prétexte de remplir leur mission et de donner les ordres nécessaires, « ils y alloient tous les ans passer quinze jours ou trois semaines, « pendant lequel temps ils s'y divertissoient et y dépensaient « au moins le tiers des revenus de la terre (1) ». La Martinière intervint pour faire cesser ce scandale. Il entra en pourparlers avec la Pompadour, qui désirait vivement mettre la main sur ce domaine. Déjà en 1747, elle avait obtenu de Louis XV, en faveur de son frère, M. de Vandières, une propriété voisine ; l'occasion lui parut propice de chercher à obtenir une libéralité plus grande encore : elle poussa le roi à acheter la terre de Marigny et à la donner ensuite à son père, M. Poisson, en dédommagement d'une prétendue créance de 200.000 livres restée en souffrance depuis 1725. Ces négociations aboutirent en 1751. Poisson donna quittance en recevant la terre ; il mourut en 1754 et Marigny passa aux mains du frère de la Pompadour. Grâce à l'influence de la favorite, le domaine fut érigé en marquisat, le 14 septembre 1754, et son propriétaire porta désormais le titre de marquis de Marigny.

Le marché, d'ailleurs, avait été conclu au grand profit de l'école de Saint-Côme. Cette terre ne rapportait guère que 5 ou 6.000 livres. Or, le roi, en l'achetant, avait constitué à la communauté une rente de 10.000 livres. Pendant ce temps, la Martinière avait eu le talent de mener à bien une autre affaire aussi importante. Il avait obtenu du roi, le 2 juillet 1748, des lettres patentes portant confirmation de l'établissement de l'Académie de Chirurgie et lui permettant de prendre officiellement le titre d'Académie. De plus, le

---

(1) *Mémoires du duc de Luynes*, t. XI.

18 mars 1751, il faisait approuver par le roi un nouveau règlement destiné à appliquer intégralement les dispositions testamentaires de La Peyronie.

L'Académie était divisée en quatre classes : la première se composait de quarante académiciens ayant le titre de conseillers du comité, la deuxième de vingt académiciens ayant le titre d'adjoints au comité ; la troisième était formée par tous les autres maîtres en chirurgie de Paris ne faisant pas partie des deux premières, avec la qualité d'académiciens libres ; enfin la quatrième classe se composait de membres associés, tant français qu'étrangers. Les assemblées devaient avoir lieu au collège de Saint-Côme le jeudi de chaque semaine, de trois heures à cinq heures, excepté pendant la quinzaine de Pâques.

Les articles du règlement visant la fondation du nouveau prix étaient les suivants :

« ART. XLI. — Pour perfectionner de plus en plus les  
« progrès de la chirurgie et exciter l'émulation non seule-  
« ment parmi les chirurgiens du royaume, mais même parmi  
« ceux de toute l'Europe, l'Académie proposera chaque an-  
« née une question chirurgicale, et le prix fondé par le feu  
« sieur de La Peyronie sera donné à celui qu'elle jugera  
« avoir traité cette question avec le plus de succès.

« ART. XLII. — L'Académie choisira la question dans le  
« nombre de celles qui lui seront indiquées par les Acadé-  
« miciens qui auront été nommés pour la proposer, et celle  
« qui aura été choisie sera annoncée au public dans le cou-  
« rant du mois de janvier de chaque année. Toute personne,  
« de quelque qualité et condition qu'elle puisse être, pourra  
« prétendre au prix ; ou n'en excepte que les membres de  
« l'Académie.

« ART. XLIII. — Le secrétaire recevra les mémoires  
« pour le prix jusqu'au dernier jour de janvier de l'année  
« qui suivra celle où la question aura été proposée. Chaque  
« auteur aura soin d'y mettre une marque distinctive,  
« comme paraphe, devise ou signature. Cette marque sera  
« couverte d'un papier blanc, collé et cacheté, qui ne sera  
« levé que dans le cas de préférence pour le prix.

« ART. XLIV. — Le président de l'Académie nommera

« des commissaires du comité pour l'examen des mémoires  
« présentés ; ils en tiendront compte dans une assemblée  
« particulière qui se tiendra à cet effet, et le prix ne sera ad-  
« jugé qu'au mémoire qui aura les deux tiers des suffrages  
« du comité. Si les commissaires jugent que les auteurs des  
« mémoires n'ont pas rempli l'objet de la question, le prix  
« sera remis à une autre année, et dans ce cas il sera dou-  
« ble.

« ART. XLV. — Le prix sera une médaille d'or de la  
« valeur de 500 livres, qui sera délivrée à l'auteur en per-  
« sonne ou à celui qu'il aura chargé de la recevoir ; il sera  
« nécessaire de représenter la marque distincte avec une copie  
« au net du mémoire couronné.

« ART. XLVI. — La pièce qui aura remporté le prix sera  
« imprimée en entier : on pourra se contenter de donner des  
« extraits de celles qui auront le plus approché.

« ART. XLVII. — Le prix sera proclamé dans la séance  
« publique que l'Académie tiendra le premier jeudi d'après  
« la quinzaine de Pâques. Les académiciens pourront dans  
« cette même assemblée lire les mémoires de leur composi-  
« tion qu'ils croiront intéresser le public, après toutefois en  
« avoir obtenu le consentement. »

En exécution de ces articles du règlement, il fallait faire graver une nouvelle médaille. C'est encore à de Boze qu'on s'adressa pour le sujet. Il ne se mit pas, cette fois, en grands frais d'imagination : son projet n'était qu'une nouvelle édition revue et augmentée de la médaille frappée en 1731. L'exécution des coins fut confiée au graveur Marteau. Le traité passé avec lui a été conservé, et nous sommes heureux de pouvoir reproduire ce document inédit (1) :

« Nous soussignez, François-Joseph Marteau, graveur  
« ordinaire des médailles du Roi, et Pierre Foubert, trésor-  
« rier de l'Académie royale de chirurgie, pour elle stipu-  
« lant, sommes convenus de ce qui suit, sçavoir, moi Sr  
« Marteau de graver pour le prix de ladite Académie une

---

(1) Document conservé aux Archives de l'Académie de Médecine. Nous en devons la communication à l'obligeance du savant bibliothécaire, M. le Dr Dureau, qui a bien voulu mettre son érudition à notre service pour faciliter nos recherches.

« médaille de vingt-quatre lignes de diamètre, dont le des-  
« sein a été vu, approuvé et paraphé par M. de Boze, avec  
« quelques petites observations de sa main au bas, de lui  
« fournir les poinçons et carrez bien conditionnez et éprouvez  
« pour le vingt-cinq du mois de mars prochain au plus tard  
« de manière que s'il survenoit quelqu'accident de cassure  
« ou autre de quelque nature qu'il soit, il pût être par moi  
« réparé avant le dit tems qui est celui où se doit faire la  
« distribution des prix. Et moi Sr Foubert au dit nom de l'A-  
« cadémie royale de chirurgie, promets et m'oblige de payer  
« aud. Sr Marteau la somme de deux mille quatre cents livres  
« en espèces sonnantes, quand l'ouvrage sera fait, parfait  
« et approuvé par Mond. Sr de Boze, auquel nous nous rap-  
« portons réciproquement de l'exécution des engagements cy-  
« dessus marquez et que nous avons prié de rester dépositaire  
« de la présente convention pour y avoir recours toute fois  
« et quant il en sera besoin. Fait à Paris le dix-sept novem-  
« bre mil sept cents cinquante-un.

« *Signé* : FOUBERT. MARTEAU. »

En marge de cette pièce, figure la mention suivante :

« M. Marteau ayant ponctuellement exécuté les conditions  
« du présent traité, M. Foubert doit lui payer la somme dont  
ils sont convenus. A Paris, le 16 avril 1752.

« *Signé* : DE BOZE. »

De Boze se chargea également du soin de faire graver le  
sceau de l'Académie, et, quand ce travail fut terminé, il écri-  
vit à Morand pour l'en informer :

« M. Gameau, célèbre graveur que j'avais chargé, Mon-  
« sieur, de la gravure de votre sceau académique, de la  
« presse et de tout ce qui est nécessaire pour en faire usage,  
« vous le porte de ma part, etc.

« *Signé* : DE BOZE.

« Prix 176 livres.

« Reçu : *Signé* : J. GAMOT, 9 février 1752. »

Quelques années plus tard, en 1759, quand l'Académie vou-  
lut publier dans le recueil les mémoires ayant remporté le  
nouveau prix de 500 livres, elle pensa à faire figurer en tête  
du volume, comme elle l'avait fait précédemment, la repro-

duction de la médaille de ce prix, en y adjoignant une description du sujet. Mais elle ne retrouva probablement pas dans ses archives le projet de de Boze, et comme celui-ci était mort en 1753, elle s'adressa, pour avoir cette description, au garde du cabinet des médailles qui lui avait succédé, au savant numismate Barthélemy, que, de nos jours, nous connaissons surtout pour être l'auteur du *Voyage du jeune Anarcharsis*. Voici la lettre que répondit Barthélemy (1) :

« C'est à feu M. de Boze, Monsieur, que nous devons la  
« belle médaille dont vous m'avez envoyé la gravure. Il  
« l'avoit sans doute accompagnée d'une description où il  
« expliquoit son idée. Il faut qu'elle se soit égarée, et je  
« vais y suppléer le mieux qu'il me sera possible.

« Cette médaille représente d'un côté le buste du Roi avec  
« cette légende *LUD.*, c'est-à-dire Louis XV, etc. Je n'ay  
« point ce côté de la médaille et vous aurez la bonté de  
« l'ajouter à la description.

« On voit au revers sous un palmier où est attaché un écus-  
« son aux armes de M. de La Peyronie, Apollon, dieu de la  
« Médecine, et Hygie, déesse de la Santé, tous deux debout, tous  
« deux caractérisés par leurs attributs. Apollon est couronné  
« de laurier ; il tient sa lyre d'une main, il a son carquois sur  
« l'épaule ; Hygie s'appuie de la main gauche sur le bâton  
« d'Esculape, reconnoissable au serpent dont il est entouré  
« et de la droite elle montre au dieu un squelette placé  
« auprès d'elle. A leurs pieds sont des livres et des plantes.  
« Plus loin, on aperçoit une portion de l'amphithéâtre de  
« Saint-Cosme. Ces deux mots : *Apollo salutaris*, signi-  
« fient : Apollon qui préside à la santé, et comme ils peu-  
« vent se lier à la légende tracée sur l'autre côté de la  
« médaille, ils expriment d'une manière naturelle la protec-  
« tion que le Roi accorde à l'Académie. Ces mots de l'exer-  
« gue : *Præm. in Acad.*, etc., signifient : Prix fondé en  
« 1731 dans l'Académie royale de Chirurgie.

« J'ay supposé, Monsieur, que la légende autour de la tête  
« est au nominatif ; si elle étoit au datif, comme cela arrive

---

(1) *Les Archives de l'Académie royale de Chirurgie*, par J.-M. Guardia (*Gazette médicale de Paris*, 1869.)

« quelquefois, le rapport entre les deux légendes n'auroit  
« pas lieu, et il suffiroit d'effacer et de supprimer cette  
« réflexion.

« Je serai toujours ravi, Monsieur, de trouver des occasions pour vous prouver mon dévouement et tous les sentiments avec lesquels j'ay l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

« *Signé* : BARTHÉLEMY.

« *A Paris, ce 21 octobre 1758.* »

Il est à remarquer que, dans cette description, l'année indiquée comme date de fondation du prix est 1731. La date figurant sur la médaille frappée est également 1731. C'est manifestement une erreur, puisque le prix de 500 livres a été créé par le testament de La Peyronie et n'a pu être distribué qu'après sa mort survenue en 1747. Au moment de graver la planche qui a servi à la reproduction de la médaille figurant en fleuron, à la première page du tome III (paru en 1759) du recueil des pièces couronnées, on s'aperçut de cette erreur, et c'est la date de 1747 qu'on lit sur cette gravure ainsi que dans l'explication imprimée en regard. Les termes de cette explication sont d'ailleurs empruntés presque textuellement à la lettre de Barthélemy, et c'est ce qui nous dispense de la reproduire.

Cette médaille n'est pas mentionnée dans l'édition parue en 1833 du Catalogue de la monnaie; mais l'édition de 1892 la décrit sous le n° 201 du règne de Louis XV, dans les termes suivants:

« LUDOVICUS XV. REX CHRISTIANISSIMUS (Louis XV, roi très chrétien). — Au bas : J.C. ROËTTIERS F. (Œuvre de J.-C. Roëttiers). — Buste de Louis XV, tête et col nus, couronné de laurier, cheveux relevés sur le front et retombant en longues boucles sur les côtés et les épaules, cuirassé à la romaine, avec peau de lion nouée sur la poitrine (1).

« R. — APOLLO SALUTARIS (Apollon qui apporte le salut).  
« — Exergue : PRÆM. IN ACAD. REG. CHIR. PARIS. FUND. M.

---

(1) Ce portrait de Louis XV était déjà utilisé comme avers pour la médaille de prix de l'Académie française.



à Avignon, sa ville natale. Bien que son mémoire ait été jugé digne du prix, l'Académie ne le couronna pas, mais le proposa au roi pour une place d'associé. Le second prix de 1752 fut décerné à M. Bordeu, qui était médecin et qui plus tard devint célèbre autant par ses doctrines que par ses démêlés avec le caustique Bouvard.

Pour le prix de 1775, qui était double, on décerna la première médaille à un mémoire qui fut reconnu avoir été rédigé par deux auteurs. Ils se présentèrent tous deux, non pour revendiquer le prix, mais pour le refuser en faveur l'un de l'autre. « C'étoit à qui feroit accepter la médaille à son compagnon. » L'un de ces deux émules était Saucerotte, déjà plusieurs fois lauréat, qui devint plus tard chirurgien en chef de l'armée du Nord en 1794, puis membre du conseil de santé des armées et membre associé de l'Institut.

Le lauréat de 1781, qui avait eu à traiter des effets du sommeil et de la veille, fut Camper, médecin d'origine hollandaise, dont le mémoire était écrit en latin. Il avait déjà obtenu plusieurs récompenses, et les concours étaient une de ses occupations favorites. En 1782, il obtint encore une médaille, et dans la lettre de remerciements qu'il adressa à l'Académie, il dit « qu'il n'avait travaillé à gagner trois « médailles qu'afin d'en laisser une à chacun de ses enfants, « au nombre de trois, en mémoire de son amour pour la « chirurgie ». Depuis, il se fit encore couronner à Toulouse, Lyon, Dijon, Berlin et Harlem. Il a laissé la réputation d'un grand savant aussi bien comme médecin que comme naturaliste.

L'accessit de 1781 fut accordé à Tissot, qui avait déjà été lauréat en 1779 et dont le nom est parvenu jusqu'à nous à cause de ses ouvrages sur : *L'onanisme, la santé des gens de lettres et les maladies des gens du monde*.

Le dernier lauréat que nous tenons à citer est Percy. Après avoir remporté plusieurs prix, et en particulier celui de 1788, il s'illustra comme chirurgien militaire, en faisant presque toutes les campagnes de la République et de l'Empire. Créé baron par Napoléon, il devint inspecteur général du service de santé militaire, membre de l'Acadé-

mie de Médecine et membre de l'Institut. Son nom glorieux balancé, dans la mémoire des hommes et la reconnaissance populaire, celui du baron Dominique Larrey.

La médaille d'or de 500 livres n'était pas l'unique ressource que l'Académie eût à sa disposition pour exciter le zèle et récompenser le travail. En 1755, elle avait publié l'avis suivant :

« Il est dit dans le testament de M. de La Peyronie que,  
« les revenus des fonds qu'il a légués à la compagnie des  
« maîtres en chirurgie de Paris étant appliqués aux usages  
« particuliers qu'il ordonne en être faits, le surplus sera  
« employé en dépenses pour l'utilité et les progrès de la  
« chirurgie, et de l'Académie royale de chirurgie.

« En conséquence, outre la médaille de cinq cents livres  
« pour le prix dont l'Académie donne le sujet, elle en don-  
« nera dorénavant une de deux cents livres tous les ans à  
« celui des chirurgiens étrangers ou régnoles, non mem-  
« bres de l'Académie, qui l'aura mérité par un ouvrage sur  
« quelque matière de chirurgie que ce soit, au choix de l'au-  
« teur. Ce second prix sera nommé Prix d'émulation.

« L'Académie donnera encore chaque année cinq médailles  
« d'or de cent livres chacune à cinq chirurgiens, soit aca-  
« démiciens de la classe des libres, soit simplement régni-  
« coles, qui auront fourni, dans le cours de l'année précé-  
« dente, un mémoire ou trois observations intéressantes.

« Ces prix seront adjugés dans la séance publique avec  
« celui de cinq cents livres fondé par M. de La Peyronie. »

Ces nouvelles récompenses furent aussi disputées que les précédentes. Les travaux soumis à l'appréciation de l'Académie étaient l'objet d'une attention et d'une étude approfondie de la part des juges ; et les prix n'étaient accordés qu'aux praticiens vraiment méritants. D'autre part, les chirurgiens récompensés se trouvaient très flattés et très honorés des distinctions qu'on leur décernait. En 1776, un chirurgien, du nom de Lemercier, qui exerçait dans une petite ville de l'Anjou, à Craon, fut au comble de la joie, quand il reçut une lettre du secrétaire perpétuel, Louis, lui annonçant qu'il avait obtenu une des cinq petites médailles d'or, et

il manifesta toute sa satisfaction dans sa réponse (1) :

« Monsieur, toutes les fois que vous m'honorez de me  
« donner de vos nouvelles, je ressens un plaisir parfait; je  
« désire en reconnaissance que le ciel vous accorde un long  
« règne (*sic*), tant pour vous que pour la chirurgie fran-  
« coise. Elle en a absolument besoin. Oui, Monsieur, la  
« nouvelle que vous m'avez annoncée me flatte; le bienfait  
« de l'Académie vient de vous et du jugement favorable  
« qu'elle a bien voulu porter sur mes observations. Ce qui  
« met le comble à ma satisfaction, c'est que mes observa-  
« tions sont vraies et telles que je les ai travaillées... L'A-  
« cadémie me gratifie d'une médaille d'or; je désire que ce  
« prix serve d'aiguillon à l'avancement des deux fils que la  
« Providence m'a donnés... »

Un autre exemple, qui témoigne de l'importance qu'on attachait à ces récompenses, nous est fourni par la préface du tome IV du *Recueil des Mémoires* :

« Quoiqu'on ne fasse pas mention ici de ceux qui ont  
« obtenu, chaque année, les prix d'émulation et les cinq  
« médailles d'or que l'Académie distribue à ceux des chi-  
« rurgiens du royaume qui ont fait part à l'Académie de  
« leurs observations sur quelque matière que ce soit, la cir-  
« constance particulière relative à M. Girardeau, chirurgien-  
« major du régiment de Piémont-infanterie, à qui l'on a  
« adjugé cette année 1767 la médaille d'or de la valeur de  
« deux cens livres, mérite qu'on rappelle ce qui s'est passé  
« à ce sujet dans la séance publique, lors de la distribution  
« des prix. M. Louis, secrétaire perpétuel, a dit : que, flatté  
« d'avoir mérité les suffrages de l'Académie, M. Girardeau  
« mettra un plus haut prix à cette récompense, lorsqu'il  
« apprendra que M. le comte de Grave, colonel de ce régi-  
« ment, a eu la complaisance de venir recevoir la médaille.  
« Officier non moins distingué par sa valeur que par sa  
« naissance, commandant l'un des plus anciens corps mili-  
« taires, il est fait pour apprécier le mérite d'un habile chi-  
« rurgien. Le Champ de Mars, où les braves défenseurs de  
« la patrie cueillent des lauriers, fournit aux chirurgiens les

---

(1) *Les mœurs chirurgicales au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par J.-M. Guard-  
dia (*Gazette médicale de Paris*, 1869).

« occasions d'obtenir la couronne civique, digne récompense  
« de ceux qui, par une savante administration des secours  
« de l'Art, conservent à l'État des citoyens si précieux. »

Quelles étaient les médailles qu'on distribuait pour le prix d'émulation de 200 livres et pour les cinq prix de 100 livres? Le Catalogue de la Monnaie ne fournit aucun élément de réponse à cette question, du moins en ce qui concerne la période se terminant à la mort de Louis XV. Le Musée monétaire lui-même ne possède aucune pièce se rapportant à ce genre de prix. Mais les collections particulières (1) en possèdent et nous permettent d'en donner la description :

LUD. XV. REX CHRISTIANISS. — Buste de Louis XV, à droite, la tête nue, cheveux longs, retenus par un bandeau noué par derrière et retombant en grosses boucles sur les épaules. — Au bas, le chiffre FM, signature du graveur F. Marteau. (Cette face est décrite au n° 90 du Catalogue de la Monnaie.)

R. — REG. ACADEM. CHIRURG. PARIS. PRÆMIUM. D. LA PEYRONIE MUNIFICENTIA. — Inscription en six lignes sur champ uni. — Module : 41 mm.

Sous Louis XVI, l'effigie fut naturellement modifiée, le revers restant le même :

LUD. XVI. REX CHRISTIANISS. — Buste de Louis XVI, à droite, tête et cols nus, cheveux longs, coiffures de son temps, draperies sur les épaules. Au-dessous : DUVIVIER. F. — œuvre de Duvivier (avers décrit au n° 8 du Catalogue de la Monnaie).

Ce même Catalogue décrit comme prix de l'Académie de chirurgie, sous le n° 2 *bis* du règne de Louis XVI, une médaille ayant le revers déjà décrit et portant à son droit la vue de la nouvelle École de chirurgie dont il sera parlé plus loin. Bien qu'il n'y ait aucune incompatibilité entre ces deux faces, nous inclinons à croire que cet accouplement n'est pas exact : il n'est pas conforme aux usages et aux traditions

---

(1) En France, les principales collections de pièces médicales sont celles de M. le Dr H. Fournié et de M. le professeur R. Blanchard.

de l'époque. On ne concevait pas alors une médaille de prix sans effigie royale. Si elle a été utilisée sous la forme indiquée par le Catalogue, ce ne peut être que tout à fait à la fin du règne, au moment où le trône déjà branlant allait sombrer dans la tourmente révolutionnaire. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que La Peyronie, en fondant son prix de 500 livres, a spécifié que la médaille porterait à perpétuité sur une des faces la tête de Louis XV. Le prix d'émulation et les cinq autres petits prix créés par l'Académie elle-même avec les ressources laissées par son bienfaiteur, n'étaient pas astreints à la même condition ; mais, par analogie, au moins, on devait être entraîné à y faire figurer le portrait du roi régnant, et nous avons fourni la preuve qu'on en avait agi ainsi.

Cette digression nous a fait empiéter sur le règne de Louis XVI, alors que nous n'avions pas terminé l'histoire des médailles afférentes au règne précédent. Reprenant l'étude chronologique des faits, nous avons maintenant à enregistrer un nouveau prix annuel mis à la disposition de l'Académie par un généreux donateur en 1765.

Depuis quelques années, le nombre des étudiants avait considérablement augmenté, et les locaux du collège de chirurgie, étouffés entre l'église Saint-Côme et le couvent des Cordeliers, étaient devenus insuffisants, surtout pour assurer l'enseignement de l'anatomie par la dissection. La Martinière, dont l'activité bienfaisante veillait à tout et qui, le 4 juillet 1750, avait obtenu un arrêt du Conseil d'État autorisant l'achat d'un terrain près de Saint-Côme pour y créer une salle d'anatomie, réussit à organiser en 1751 une école pratique de dissection. Mais, par suite du manque de place, on se trouva dans la nécessité d'installer provisoirement cette école dans un local, pris en location, situé rue de la Pelleterie, près de la Seine. C'est sur l'emplacement de cette rue, aujourd'hui disparue, qu'a été construit le Tribunal de Commerce. La création de l'École pratique fut confirmée, quelque temps après, par les lettres patentes de mai 1757, et Lamartinière, suivant les traditions de générosité inaugurées par La Peyronie, donna 20.000 livres pour assurer le traitement des professeurs. Il confia la surveil-

lance des exercices et discours à son ami François Houstet, auquel il fit donner le titre d'inspecteur des écoles, et qui, malgré son âge déjà avancé, venait exercer ses fonctions, tous les jours, souvent matin et soir, en toute saison. Houstet avait assisté La Peyronie à ses derniers moments et avait recueilli quelques-unes de ses dernières volontés verbalement exprimées. De plus, il figurait dans son testament comme légataire pour dix actions de la Compagnie des Indes et mille livres de rente viagère. Il fit profiter de ces bienfaits le collège de Paris et celui de Montpellier. En ce qui concerne Paris, il fonda, en 1765, quatre prix annuels, de cent livres chacun, destinés à récompenser le zèle des élèves les plus méritants de l'École pratique. Ces prix devaient être distribués, sous forme de médailles d'or, par l'Académie de chirurgie, en même temps que les autres, le jour de l'assemblée publique annuelle, le jeudi suivant la quinzaine de Pâques.

La médaille du prix Houstet est mentionnée dans les ouvrages de Rudolphi et de Kluyskens, bien connus de tous les numismates. Le Catalogue de la Monnaie la décrit ainsi au n° 144 du règne de Louis XV :

« Prix de chirurgie pratique. — LUD. XV REX CHRISTIANISS.  
« (Louis XV, roi très chrétien). Au-dessous : B. DUVIVIER. F.  
« (Œuvre de Benjamin Duvivier). Buste de Louis XV, tête  
« et col nus, couronné de laurier, cheveux à la mode de  
« son temps.

« R. — STUDIORUM ET PERITIE PREMII IN SCHOLA CHIRURG.  
« PRACTICA IN PERPETUUM ASSIGNABAT M. F. HOUSTET M. DCC.  
« LXV. (Prix de science et d'habileté institué à perpétuité par  
« M. F. Houstet à l'École de chirurgie pratique en 1765).  
« — Inscription en neuf lignes sur champ uni. — Module :  
« 41 millimètres. »

Peu de temps après, en 1768, fut fondé un autre prix en faveur des chirurgiens de la Marine ; bien qu'il ne fasse pas partie de la série que nous étudions spécialement, nous en dirons cependant quelques mots. Le 1<sup>er</sup> mars 1768 parut un règlement, rédigé par les frères Poissonnier, réorganisant les écoles de Chirurgie de la Marine à Brest, Rochefort et Toulon, et consacrant le principe de l'avancement au con-

cours pour les seconds chirurgiens et les aides. Ce concours devait avoir lieu tous les ans, au moment où il y avait un plus grand nombre de chirurgiens à terre ; il était divisé en six examens pour chaque place et devait se terminer en 15 jours ; les places vacantes étaient données d'après le rang établi dans le concours. Pour entretenir l'émulation, le roi accordait une médaille d'or à l'élève qui lui était désigné comme devant occuper la première place vacante d'aide-chirurgien. Une médaille de moindre valeur pouvait être donnée au candidat présenté comme le plus digne d'obtenir la première vacance d'élève. Les médailles étaient à l'effigie du roi et portaient au revers cette inscription, en six lignes, sur champ uni : PRIX POUR LES CHIRURGIENS DE LA MARINE DU ROI, FONDÉ EN 1768. La première était du module de 41 mm., et son droit était le même que celui du prix Houstet ; la seconde, de 34 mm. Elles étaient distribuées immédiatement après les concours (1). Le Catalogue de la Monnaie les mentionne au n° 146 du règne de Louis XV.

À Paris, de grands changements se préparaient, qui allaient améliorer la situation matérielle du Collège de Saint-Côme. La création de l'École pratique et son installation dans la rue de la Pelleterie ne pouvaient être considérées par La Martinière comme un succès définitif. Il rêvait la construction d'un édifice assez spacieux pour y loger l'Académie, le Collège, la bibliothèque, l'École pratique et un hôpital destiné à l'enseignement clinique. Voulant réaliser ce rêve, il sollicita Louis XV, dont il possédait toujours la faveur, et il réussit à faire accueillir sa requête. Le 7 décembre 1768, un arrêt du Conseil autorisait l'acquisition, au nom du roi, des terrains et bâtiments du Collège de Bourgogne et de quatre maisons contiguës, pour élever sur leur emplacement les constructions nécessaires à la nouvelle installation. Le Collège de Bourgogne était situé en face du couvent des Cordeliers. L'acquisition eut lieu le 9 mars 1769, et, le 24 mars de la même année, des lettres patentes du roi la confirmaient. L'architecte Gondoin se mit immédiatement à l'œuvre. Mais la construction se

---

(1) Voir *Histoire du service de santé de la Marine*, par A. Lefèvre (*Archives de médecine navale*, 1864, t. IV).



dessus de la porte d'entrée, existe un bas-relief où Berruer avait représenté Louis XV, suivi de Minerve et de l'Abondance, et approuvant les plans de l'édifice que lui présentait le génie de l'Architecture, accompagné de la Chirurgie et de la Prudence. Ce bas-relief existe toujours ; mais Louis XV a disparu pendant la Révolution ; à sa place, restée vide et exactement dessinée, on mit, plus tard, au moment de la création de l'Ecole de santé, une Charité ayant le même geste que le roi. Comme la main originale avait subsisté, c'est, actuellement, avec le doigt de Louis XV que la Charité ordonne l'exécution du plan qu'on lui présente. Quant à Minerve, qui tenait des brevets et des eroix dont le roi allait faire une ample distribution, on lui retira ses décorations pour lui donner une lauce, et ses parchemins pour l'agré-  
menter d'une branche de laurier.

L'architecte Gondoin a publié en 1780 un superbe ouvrage donnant la description des Ecoles de Chirurgie ; il est orné de 30 planches et précédé d'une dédicace des plus flatteuses pour la Martinière qui mérite d'être relatée :

« Monsieur, le règne des grands Princes fut toujours  
« signalé par le choix et par la faveur des hommes les plus  
« capables de concourir à leurs vues bienfaisantes. C'est  
« ainsi que, jouissant à juste titre de la confiance d'un Mo-  
« narque chéri, vous avez dirigé sa munificence sur un Art  
« salutaire. C'est à votre influence, à vos soins, à votre vigi-  
« lance que la Chirurgie doit les progrès qui rendent l'Ecole  
« française célèbre chez tous les peuples. L'Édifice, où la  
« Théorie réunie à la Pratique donne ses utiles Leçons, s'est  
« élevé sous vos auspices, et mes talents, exaltés par l'hon-  
« neur de réaliser les projets que vous en aviez conçus, osè-  
« rent en entreprendre l'exécution.

« Recevez donc, Monsieur, comme votre ouvrage, ce  
« Recueil des plans, des coupes et des élévations des Eco-  
« les de Chirurgie. Daignez accepter ce témoignage de ma  
« reconnaissance.

« Je suis avec respect, Monsieur, votre très humble et  
« très obéissant serviteur. GONDIN. »

L'Académie s'était empressée de prendre possession du grand amphithéâtre aussitôt son achèvement. La cérémonie

d'inauguration, présidée par La Martinière, eut lieu le 27 avril 1775, et Louis prononça le discours d'usage. En 1776, la nouvelle École commença à fonctionner et, le 31 août, la première thèse y fut soutenue.

Le buste en marbre de La Peyronie, que le généreux Houstet avait fait faire par le sculpteur Lemoine et donné à l'ancien collège, vint orner le nouveau ; le même donateur, plus tard, offrit aussi le buste de La Martinière ; et ces deux portraits, placés dans le grand amphithéâtre, président encore actuellement à tous les cours qui y sont professés.

Nous avons déjà mentionné et discuté plus haut la médaille que le Catalogue de la Monnaie décrit au n° 2 *bis* du règne de Louis XVI, comme prix créé par l'Académie, grâce à la munificence de La Peyronie ; nous n'y reviendrons pas. Mais nous ne pouvons passer sous silence celle qui est décrite au n°88 comme prix de la Société royale de Médecine : la façade de l'École de Chirurgie est indiquée comme formant le droit d'une médaille qui porte à son revers l'inscription suivante : *Prix de la Société royale de Médecine de Paris*, inscription en cinq lignes sur champ uni. Sans la moindre hésitation, on peut affirmer que cet accouplement est erroné. La Société royale de Médecine fondée en 1776 et confirmée par lettres patentes du roi en 1778, n'avait rien de commun avec l'Académie et l'École de Chirurgie. La lutte entre médecins et chirurgiens n'était pas terminée : la nouvelle Société de Médecine n'aurait ni voulu, ni pu utiliser pour elle, une médaille commémorant l'inauguration d'un édifice consacré à la chirurgie ; elle n'avait aucune raison de faire figurer l'édifice en question sur ses médailles de prix, puisqu'elle tenait ses séances au Collège de France. D'ailleurs ni le Cabinet des Médailles, ni le Musée de la Monnaie ne contiennent dans leurs collections des pièces ainsi constituées, et les exemplaires existant dans la circulation sont de frappe moderne.

Ajoutons que les Mémoires de la Société fournissent des renseignements permettant de reconstituer ces pièces telles qu'elles ont été frappées, c'est-à-dire à l'effigie de Louis XVI. La Société royale de médecine disposait de nombreux prix de valeur différente atteignant jusqu'à 600 livres : les

uns étaient distribués en espèces, les autres sous forme de médailles d'or et d'argent ou de jetons d'or. Les prix d'encouragement étaient des jetons d'or, simples ou doubles, frappés avec les mêmes matrices que les jetons d'argent distribués aux membres assistant aux séances. Ils étaient à l'effigie de Louis XVI (buste à droite avec la légende : LUDOV. XVI, REX CHRISTIAN. ou CHRISTIANIS.) et portaient à leur revers l'inscription sur champ uni : SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE en quatre lignes. Quant aux médailles, certaines d'entre elles avaient, disent les Mémoires, la même empreinte que les jetons ; telles étaient, en particulier, celles que Lenoir, lieutenant général de police et membre de la Compagnie, fit frapper à ses frais, en or, pour la valeur de 100 livres, dans le but de récompenser trois mémoires sur le traitement de la rage. Il semble d'ailleurs ressortir de la lecture de ces Mémoires que c'est seulement en 1784 que la Société fit frapper à ses frais des médailles pour les prix accordés par elle-même et en son nom ; cette même année, elle distribua des médailles d'argent de la même forme que celles qui étaient frappées en or pour les grands prix. Nous avons eu occasion de voir des exemplaires authentiques en or : ils portent, sur leur droit, l'effigie de Louis XVI, décrite au n° 8 du Catalogue de la Monnaie et déjà mentionnée comme formant l'avvers du Prix d'émulation de l'Académie de Chirurgie ; ils ont pour revers l'inscription en cinq lignes, sur champ uni : PRIX DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE DE PARIS, comme l'indique le n° 88 du Catalogue de la Monnaie.

Après cette incursion sur le domaine de la médecine, revenons à l'Académie de Chirurgie. La série des bienfaits dont elle a été comblée n'est pas close encore. Un nouveau donateur va lui permettre d'ajouter un prix à la série de ceux qu'elle est déjà chargée de distribuer. L'histoire mérite d'être racontée :

Quand le mariage du dauphin (le futur Louis XVI) fut décidé, en 1769, on envoya à Vienne l'abbé M. J. de Vermon, docteur en Sorbonne et bibliothécaire au collège Mazarin, pour parfaire les études françaises de l'archiduchesse Marie-Antoinette.

Revenu en France avec son élève, il continua ses fone-

tions auprès d'elle et sut gagner la confiance de la dauphine, puis de la reine. L'abbé avait un frère, Charles-Toussaint de Vermont, qui s'était fait recevoir maître en chirurgie en 1751 et qui, depuis, s'était spécialisé dans la pratique des accouchements. Celui-ci, grâce à la recommandation toute-puissante de l'abbé, fut nommé accoucheur de la reine. On sait que Louis XVI, pour s'assurer un héritier, avait dû se soumettre à une petite opération chirurgicale, devant laquelle il avait longtemps reculé. Aussi Marie-Antoinette n'eut-elle son premier enfant qu'en 1778. Le 19 décembre, elle accoucha de Madame Royale, Marie-Thérèse, future duchesse d'Angoulême. Les couches furent laborieuses, et un accident grave, qui s'ensuivit (attaque d'éclampsie), mit ses jours en danger. Mais l'habileté de Vermont conjura toute suite fâcheuse. Quand on sut le danger passé, il y eut partout des manifestations d'allégresse dont Mme Campan nous a laissé le souvenir. L'Académie de Chirurgie tint, comme tout le monde, à témoigner ses sentiments, et elle le fit en nommant Vermont, par acclamations, conseiller du comité à la place de De La Faye nommé en vétérance. Voici dans quels termes Louis annonça cette nouvelle à La Martinière :

« La conservation des jours précieux de la Reine est due  
« aux lumières, à l'habileté et au zèle courageux de ce con-  
« frère. L'honneur qui en rejaillit sur l'art a fait sortir la  
« Compagnie des règles ordinaires, dans une occasion uni-  
« que où nous semblons avoir part à l'événement qui cause  
« la joie de la nation et qui en fait présager le bonheur.  
« L'Académie a cru donner à Leurs Majestés dans cette oc-  
« currence un témoignage de profonde vénération et des sen-  
« timents patriotiques dont elle est animée. Je suis..., etc.

La Martinière répondit par la lettre suivante, inédite comme la précédente (1) :

« Je suis fort aise, Monsieur, que l'Académie aye profité  
« de la circonstance pour nommer M. Vermont, qui effecti-  
« vement s'est conduit, dans l'accident qui a suivi immédia-

---

(1) Documents conservés dans les archives de l'Académie de Médecine.







laissé au choix des concurrents. Les résultats ne furent pas satisfaisants : Vermont s'en émut, et le 27 février 1788, il écrivait à Audouillé, le successeur de La Martinière, pour lui demander « s'il ne seroit pas plus avantageux de fixer à l'avenir une question pour ce prix, à l'instar de celui fondé par M. de La Peyronie. La partie des accouchements est intéressante, elle conserve quelquefois deux individus à la fois et souvent elle est accompagnée d'accidents funestes. Vous aimez la chirurgie, Monsieur, dont heureusement vous êtes le Protecteur et le Chef. Votre sagacité me fait espérer que vous voudrez bien vous joindre à moi pour que mes intentions soient remplies, puisqu'elles tendent au Bien de l'Humanité. »

Le prix Vermont est la dernière fondation que l'Académie ait eu à enregistrer. Aussi bien, celle-ci n'était plus gouvernée par la main vigoureuse de La Martinière ; son étoile commençait à pâlir et la division régnait dans ses rangs. Louis, l'infatigable secrétaire perpétuel, ne se sentait pas suffisamment soutenu par le nouveau président Audouillé. Lassé de lutter contre les tracasseries de certains collègues envieux et turbulents, impuissant à dissiper les coteries qui arrêtaient systématiquement les travaux du comité, écœuré de voir le temps perdu à des discussions stériles, il cessa de venir aux séances.

D'ailleurs, l'Académie avait été gagnée par l'effervescence des esprits, qui se manifestait dans tous les milieux sociaux et faisait pressentir l'orage. Au lieu de rester indifférente aux bruits du dehors et de délibérer en paix sur les problèmes chirurgicaux, elle se modelait sur les assemblées politiques et voulait faire triompher dans son sein le niveau égalitaire. Elle n'en devait pas moins, comme toutes les institutions analogues, être balayée par le souffle de la tempête révolutionnaire.

Louis ne vécut pas assez pour voir la chute finale ; il eut la bonne fortune de ne pas assister aux horreurs commises par la *Louisette*, « nom d'amitié que Marat donnait à la guillotine » (V. Hugo). Le 20 mai 1792, il succombait aux progrès d'une maladie de cœur. Le 18 août de la même année, un décret supprimait les congrégations laïques et,









































10. Prix de l'École pratique à l'École de Médecine de Paris.  
59 mm. An VI.

## II. — Jetons

1. Amphithéâtre d'anatomie. 1691 (2 variétés).
2. — 1699.
3. — 1721 (2 variétés).
4. Georges Mareschal. 1706.
5. Académie de Chirurgie de Paris. 1723 (2 variétés).
6. La Peyronie et la ville de Nancy. 1722.
7. Société académique de Chirurgie de Paris. 1741 (4 variétés à l'effigie de Louis XV et 1 à l'effigie de Louis XVI).
8. Jeton de jeu octogone : Apollon et Hygie.
9. Société de Médecine d'Angers. 1829.
10. Faculté de Chirurgie de Paris. 1743. Essai.
11. Académie royale de Chirurgie. 1751 (2 variétés à l'effigie de Louis XV, 4 à l'effigie de Louis XVI).
12. Écoles royales de Chirurgie de Paris. 1775 (2 variétés).
13. Société royale de Médecine (décrit au chapitre des médailles).
14. La Martinière. École de Chirurgie de Bordeaux. 1753 (2 variétés).
15. La Martinière. École de Chirurgie de Rouen. 1753.
16. La Martinière. École de Chirurgie de Toulouse. 1765.
17. La Martinière. École de Chirurgie indéterminée.
18. Écoles royales de Chirurgie de Paris et Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

# Enfermerie diocésaine

OU

## Primitif asile d'aliénés d'Albi

Fondé en 1763 par Monseigneur de Choiseul.

PAR

**M. le D<sup>r</sup> B. Pailhas**

*Médecin en chef de l'Asile d'aliénés du « Bon Sauveur » d'Albi.*

---

Dans l'histoire de l'assistance des aliénés en France, la question se pose de savoir quel a été le premier établissement spécialement consacré à la garde et aux soins de ce genre de malades et officiellement réglementé comme tel.

Sur la foi des données contenues dans un mémoire que je publiai, en 1899, sur « la Folie dans le département du Tarn », M. l'abbé Leclerc, de Limoges, a cru pouvoir écrire : « Avant la Révolution, on ne cite qu'un asile spécialement destiné aux aliénés, c'est celui que Mgr de Choiseul, archevêque d'Albi, fit construire dans l'enceinte même de l'hospice général de cette ville, et dont les bâtiments existent encore aujourd'hui (1). »

Cette assertion, bien que vraisemblable, pour être

---

(1) Monographie de l'asile d'aliénés de la Haute-Vienne.





la direction est forcée de faire pour fournir aux pauvres de la mense les secours qui leur sont dus, il n'entendait, par la proposition des douzes loges à construire pour enfermer les fous, occasionner un surcroît de dépense à l'Hôpital, parce que son intention est que les pauvres qui voudront se débarrasser des sujets qu'ils ne peuvent commodément garder dans le sein de leur famille, s'accordent avec MM. les administrateurs de la pension qu'il seront tenus de payer pour les sujets qu'ils désirent enfermer dans les dites loges, sans laquelle pension lesdits fous n'y seront point reçus, l'Hôpital n'ayant point de fonds à ce destinés : ce qui sera également observé à l'égard des filles de mauvaise vie, lorsque les parents les y feront remettre, en attendant qu'il plaise à la Providence de faire réussir les moyens que Mgr l'archevêque président a en vue pour procurer aux pauvres de quoi fournir à leur misère.

« Sur quoy, la matière mise en délibération, *ledit Etablissement* ayant été reconnu également conforme aux sentiments de l'humanité et à ceux de la charité chrétienne, il a été unanimement délibéré que ladite somme de trois mille livres que Mgr l'archevêque président doit remettre pour Mgr de Rouen, serait employée à la construction des dites douze loges et autre appartement pour les filles de mauvaise vie, et que les personnes qui demanderaient d'y faire enfermer des sujets payeraient la dépense sur ce qui sera réglé à l'avenir à cet égard.

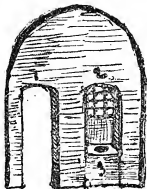
« DÉBAR, prêtre secrétaire (1). »

C'est ainsi qu'en 1762, Mgr de Choiseul, archevêque d'Albi, était amené à construire au centre de son diocèse un établissement à l'usage des aliénés et des filles de mauvaise vie, hors la première enceinte de l'Hôpital

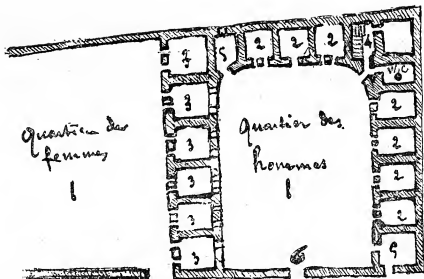
---

(1) Extrait des Registres du Bureau de Direction de l'Hôpital d'Albi.





Disposition des loges vues du côté de la porte et à l'intérieur. — 1. Porte. — 2. Fenêtre. — 3. Siège de commodités.



1. Cours. — 2. Loges des hommes. — 3. Loges des femmes. — 4. Escalier. — 5. Passages. — 6. Porte principale.

# L'Asile d'Albi. (Plan).

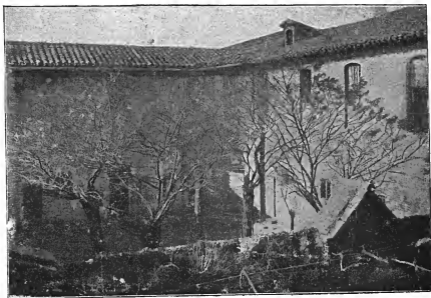
sant face au corps principal et percé d'une porte en son milieu. Cette entrée quasi monumentale, bien que ne mesurant pas en largeur au delà d'un mètre, se trouvait couronnée d'un frontispice portant encore de nos jours cette inscription :

Has ampliores ædes  
Securitatis et salutis causa  
Poni fecit Leopoldus  
Carolus de Choiseul  
Arehiepiscopus  
Anno 1763

Ce que fut le régime adopté pour ces malheureux en ces premiers temps d'assistance, il est permis de s'en rendre compte par la lecture d'une délibération du Bureau de Direction de l'Hôpital. Cette délibération, prise le 28 avril 1764 à l'occasion d'un habitant du diocèse « tombé en faiblesse et aliénation » et proposé pour être admis aux petites loges récemment bâties, statue, en effet, sur les frais et conditions d'entretien ainsi qu'il suit :

« L'assemblée considérant que l'entretien et les frais pour la garde des malades de pareille maladie sont dispendieux, surtout pour un hôpital aussi pauvre que celui d'Alby, et qu'il n'y a aucuns fonds à ee destinés, il a été délibéré qu'il sera exigé sur les biens de chaque malade natif de la ville et habitant Alby ou du Diocèse ou sur les biens de ses parents une pension équivalente à la dépense ; laquelle pension, qui sera payée comptant, ne pourra néanmoins en nul cas être au-dessous de cent cinquante livres par an, outre et au-delà de laquelle somme les parents ou le curateur du malade seront tenus de lui fournir les habits et le linge pour son corps, ainsi que le vin si le médecin l'ordonne ou le permet au malade.





**L'Asile d'Albi.**

*Vue de la cour des hommes, du mur antérieur et de sa porte,  
d'une partie des constructions du fond et de l'aile droite.*



























































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































